

# Règlement des conflits individuels du travail en droit italien

Mars 2004



JURISCOPE

**Réglementation italienne citée**  
*(jointe en annexe)*

**Juriscope 2004**

1.) Articles. de 409 à 447 N.C.P.C.

2.) Art. 808 N.C.P.C.

3.) Art. 2113 C.C.

4.) Loi 20 Mai 1970 n°300 sur la protection de la liberté et dignité des travailleurs, de la liberté et de l'activité syndicale dans les lieux de travail.

5.) Loi 11 Août 1973 n°533 sur les conflits individuels du travail et le conflits en matière de prévoyance et assistance obligatoire.

6.) Loi 29 Mai 1982 n°297 sur l'indemnité de fin rapport et la retraite.

7.) Décret Législatif 19 Février 1958 n°51 sur le Juge Unique du T.G.I. en premier degré.

8.) Décret Législatif 31 Mars 1998 n°80 sur les nouvelles dispositions relatives à l'organisation et les rapports de travail dans les administrations publiques, relatives à la Juridiction dans les conflits de travail et à la Juridiction administrative.

## SOMMAIRE

<u>INTRODUCTION</u> .....	4
<u>a.) Le principe du Juge unique en qualité de Juge du travail (Tribunal de Grande Instance)</u> .....	5
<u>b.) La concentration, la rapidité et l'oralité de la procédure</u> .....	5
<u>c.) Gratuité</u> .....	5
<u>d.) Exécution de la décision</u> .....	6
<u>e.) Participation du syndicat au procès</u> .....	6
<u>I. PROCEDURES EXTRA-JUDICIAIRES</u> .....	6
<u>A. LA TENTATIVE DE CONCILIATION</u> .....	7
<u>B. L'ARBITRAGE</u> .....	8
<u>II. PROCEDURES JUDICIAIRES</u> .....	10
<u>A. PROCEDURE DEVANT LE TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE</u> .....	10
<u>B. VOIES DE RECOURS</u> .....	13
<u>C. AUTRES JURIDICTIONS COMPETENTES</u> .....	14
<u>III. LA REPARTITION DES COMPETENCES</u> .....	15
<u>A. COMPETENCE MATERIELLE</u> .....	15
<u>B. COMPETENCE TERRITORIALE</u> .....	15
<u>Annexes</u> .....	17

## **INTRODUCTION**

Le droit italien distingue, comme le droit français, deux types de conflits: le conflit collectif et le conflit individuel. Le conflit collectif émane des groupements, organisés ou non. Il se caractérise par la mise en jeu de l'intérêt collectif de l'ensemble des salariés. Le conflit individuel est celui qui oppose des salariés à leur employeur ou à d'autres salariés. Les conflits collectifs se règlent par une procédure de conciliation prévue par des contrats et des accords collectifs, alors que les conflits individuels relèvent, en principe, de la compétence du tribunal de grande instance.

La procédure en matière du travail en Italie est régie par la Loi 11 août 1973 n°533 laquelle a modifié intégralement le Titre IV du deuxième livre du Code Civil, en introduisant les articles de 409 à 447 Nouveau code de procédure civile (N.C.P.C.). Ce Titre s'intitule « *Norme per le controversie in materia di lavoro* » et il est subdivisé en deux parties soit:

- a.) les conflits individuels du travail (*le Controversie individuali di lavoro*) ;
- b.) les conflits en matière de sécurité sociale (*le Controversie in materia di Previdenza ed Assistenza obbligatoria*).

Les objectifs fondamentaux de la réforme introduite par cette loi sont essentiellement au nombre de trois :

- a.) l'oralité de la procédure ;
- b.) la limitation du nombre des instances ;
- c.) la rapidité de la décision.

Dans notre étude nous examinerons seulement les grands principes des conflits individuels du travail et les caractéristiques et déroulement de la procédure sur ce thème en Italie.

Par la Loi 11 août 1973 n°53 de grandes innovations ont été introduites en la matière, avec une procédure extrêmement simple et peu coûteuse qui se différencie beaucoup de la procédure civile classique (procédure ordinaire). Les caractéristiques de cette nouvelle procédure peuvent être résumées ainsi :

### **a.) Le principe du Juge unique en qualité de Juge du travail (Tribunal de Grande Instance)**

Avant la réforme introduite en Italie par le Décret Législatif n°51 du 19 Février 1998 (applicable à partir du 2 juin 1999), la compétence pour les conflits individuels du travail était attribuée au  *Pretore*, Juge du Tribunal d'Instance. Ce Décret a supprimé la compétence du «  *Pretore* », et l'a transférée au juge du Tribunal de Grande Instance statuant en Juge unique, comme Juge du travail. Les décisions prises par ce dernier sont susceptibles d'appel devant la Cour d'Appel territorialement compétente.

### **b.) La concentration, la rapidité et l'oralité de la procédure**

Ces finalités se retrouvent dans plusieurs textes, tels que l'art. 429 N.C.P.C. qui impose au juge de lire le dispositif à l'audience, et l'art. 431 2<sup>ème</sup> alinéa du N.C.P.C. qui dispose qu'on peut procéder directement à l'exécution de la décision avec une simple copie de cette dernière.

### **c.) Gratuité**

En ce qui concerne les conflits individuels du travail, les actes, les documents, les décisions rendues sont exonérés du paiement de tous taxes et droits, sans aucune limite quant à la valeur. Cette exonération est étendue à la phase de l'exécution. De plus, aux termes de l'art. 417 N.C.P.C., la partie peut participer personnellement au procès, si la

valeur du dossier n'est pas supérieure à 1.250 euros. Enfin, le travailleur qui a un revenu inférieur à 1.000 euros pour l'année peut demander le bénéfice de l'aide juridictionnelle.

#### **d.) Exécution de la décision**

Les décisions qui prononcent la condamnation au paiement d'une somme d'argent en faveur du salarié dérivant du contrat de travail sont provisoirement exécutoires. Le salarié peut procéder directement à l'exécution de la décision avec une simple copie du jugement (art. 431 2<sup>ème</sup> alinéa du N.C.P.C.). La Loi du 6 Novembre 1990 n°353, en ajoutant deux alinéas à l'art. 431 N.C.P.C., a étendu le régime de l'exécution provisoire aux jugements qui prononcent la condamnation au paiement d'une somme d'argent en faveur de l'employeur pour des créances relatives au contrat de travail.

#### **e.) Participation du syndicat au procès**

Les associations syndicales ont un très grand rôle dans le procès du travail italien: le syndicat peut être interrogé par le Juge ou par les parties, aux termes des articles 421 2<sup>ème</sup> alinéa et 425 du N.C.P.C., et il peut intervenir à l'audience pour donner des informations et renseignements oraux et écrits en ce qui concerne le contenu du différend.

Nous commençons cette étude par une présentation des procédures extra-judiciaires (I) et judiciaires (II), avant d'examiner la répartition des compétences (III).

### ***I. PROCEDURES EXTRA-JUDICIAIRES***

Il convient de distinguer deux types de procédures extra-judiciaires : la tentative de conciliation et l'arbitrage.

## A. LA TENTATIVE DE CONCILIATION

Celui qui entend former une demande judiciaire en matière de conflits du travail et qui ne souhaite pas se prévaloir des procédures de conciliation prévues dans les conventions et accords collectifs, doit déposer une Requête pour tentative de conciliation.

La tentative de conciliation (*Tentativo di Conciliazione*) a été intégralement modifiée par le Décret législatif du 31 mars 1998 n°80, lequel a rendu obligatoire cette tentative de conciliation pour pouvoir entreprendre une procédure judiciaire.

La requête doit être formée devant la Commission de Conciliation, compétente aux termes de l'art. 413 du N.C.P.C. La compétence territoriale de la Commission dépend du lieu où est né le rapport de travail ou du lieu où se trouve le siège social de l'employeur ou son établissement où travaille effectivement le salarié.

Une Commission de Conciliation est instituée dans chaque département italien. Elle est composée par :

- a.) le directeur du Bureau Départemental du Travail.
- b.) quatre représentants effectifs et quatre suppléants des employeurs.
- c.) quatre représentants effectifs et quatre suppléants des salariés désignés par les associations syndicales les plus représentatives.

La communication de la Requête pour tenter la Conciliation interrompt la prescription et suspend tous les délais sanctionnés par la forclusion.

Une fois reçue la Requête, la Commission de Conciliation tente, dans les dix jours suivants, la conciliation en convoquant les parties. La tentative de conciliation doit être mise en oeuvre dans les 60 jours suivant la date de présentation de la requête. Une fois passé ce délai, la tentative de conciliation est considérée comme accomplie. La contestation du salarié et de l'employeur devient donc recevable pour une procédure judiciaire devant le juge du travail.

Si la conciliation aboutit, un procès verbal est signé par les parties et par le président de la Commission. Ce procès-verbal est ensuite déposé par les parties ou par le Bureau Provincial du Travail, au greffe du Tribunal de Grande Instance où il a été rédigé. Le Juge, à la demande de la partie intéressée et une fois vérifiée la régularité formelle du procès verbal de conciliation, déclare exécutoire ce procès verbal par un "décret" (*Decreto*).

Si la conciliation échoue, il est également dressé un procès verbal qui constate et précise les motifs du désaccord. Dans ce cas, les parties peuvent indiquer la solution, même partielle, sur laquelle elles sont tombées d'accord.

La tentative de conciliation constitue la condition de recevabilité de la demande en justice. Lorsque le juge constate que les parties n'ont pas procédé à la tentative de conciliation, il suspend la procédure en fixant un délai de 60 jours pour que les parties entreprennent les démarches de conciliation. Toutefois, le non-accomplissement de la tentative de conciliation n'empêche pas d'introduire des procédures d'urgence.

## **B. L'ARBITRAGE**

De façon générale, le droit italien reconnaît aux parties la possibilité de soumettre à arbitrage, au moyen d'une clause compromissoire ou d'un compromis, un litige déjà né ou à naître. L'effet principal de cet accord est représenté par la renonciation à la juridiction ordinaire.

L'accord entre les parties de soumettre à l'arbitrage le règlement de leurs conflits nés ou à naître doit être rédigé en forme écrite. Il peut être inséré dans un contrat ou faire objet d'un acte séparé.

L'Italie connaît deux types d'arbitrage : arbitrage juridictionnel (*arbitrato rituale*) et arbitrage contractuel (*arbitrato irrituale*).

L'arbitrage juridictionnel ("*arbitrato rituale*") se caractérise par le fait que la sentence rendue par l'arbitre dans ce cadre lie les parties et elle est considérée comme équivalente à un jugement, dans la mesure où elle est susceptible d'acquiescer la force exécutoire au moyen de l'*exequatur* ("*delibazione*"). La sentence arbitrale juridictionnelle peut être objet d'appel conformément aux dispositions du Code de Procédure Civile.

L'arbitrage "contractuel" ("*arbitrato irrituale*") est un accord par lequel les parties confient à un tiers la charge non de régler les contestations qui pourraient naître entre elles, mais de combler les lacunes d'un contrat sur lesquelles elles ne trouvent pas d'accord. Contrairement à l'arbitrage juridictionnel, le résultat de l'arbitrage contractuel a donc seulement la valeur d'un contrat. L'arbitre ne formule pas un jugement ni ne résout une controverse et sa décision ne fait qu'intégrer un rapport contractuel. Par conséquent, la sentence arbitrale rendue dans le cadre de l'arbitrage contractuel ne peut pas être revêtue de l'*exequatur* ; la partie qui veut obliger l'autre partie à respecter les termes de la sentence arbitrale est obligée de saisir la juridiction ordinaire. Les parties ne pourront pas non plus faire appel contre le choix de l'arbitre qui n'est donc pas sujet aux annulations prévues par le N.C.P.C. pour les sentences arbitrales.

Pour ce qui concerne le recours à l'arbitrage en droit du travail, l'art. 808 N.C.P.C. pose le principe général d'interdiction d'y recourir pour résoudre les conflits individuels du travail. Les clauses compromissaires et compromis signés par les parties en violation de cette disposition sont considérés comme nuls aux termes de l'art. 1418 du Code Civil. Toutefois, les parties peuvent soumettre leur litige à l'arbitrage si une convention ou un accord collectif l'a prévu. Encore faut-il ajouter que la stipulation de la convention ou de l'accord collectif sur l'arbitrage ne prive pas d'effet la faculté qu'ont les parties de saisir la justice pour régler leur litige.

Selon l'article 412-quater du N.C.P.C., la sentence arbitrale peut faire l'objet d'appel pour violation de dispositions légales et pour défaut de motivation. Le recours doit être présenté devant le Tribunal de grande instance dans un délai de 30 jours à compter de la

notification de la sentence arbitrale. Passé ce délai, ou si les parties ont déclaré accepter la décision arbitrale, cette dernière est déposée au bureau départemental du travail.

## **II. PROCEDURES JUDICIAIRES**

Avant la réforme introduite par le Décret Législatif du 19 Février 1998 n°51, les juridictions de droit commun pour le droit du travail étaient les suivantes

- au premier degré : le juge du tribunal d'instance («  *Pretore* ») ;
- au second degré : le tribunal de grande instance, le («  *Tribunale* »).

Le Décret Législatif du 19 Février 1998 n°51, applicable depuis le 2 juin 1999, a prévu :

- a.) la suppression de la compétence du juge du tribunal d'instance, et
- b.) le transfert de ses compétences au juge du tribunal de grande instance statuant en qualité de juge du travail.

Les Magistrats affectés à chaque tribunal sont, en principe, des magistrats du Corps judiciaire (*Giudici Togati*) issus du concours et qui font leur carrière dans la Magistrature. Il existe toutefois dans certaines Juridictions civiles italiennes des Juges Honoraires (*Giudici Onorari*), c'est à dire des magistrats qui ne sont pas issus du concours. Ces juges sont nommés parmi des professionnels qualifiés (un professeur agrégé d'université, par exemple). Ils exercent alors des fonctions temporaires sans aucune rémunération.

### **A. PROCEDURE DEVANT LE TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE**

Aux termes de l'art. 409 du N.C.P.C., la réglementation en matière de conflits individuels du travail s'applique :

- 1.) aux rapports de travail privés, même si ces rapports ne sont pas inhérents à l'exercice d'une activité d'entreprise ;
- 2.) et dans le monde rural : aux rapports contractuels, à l'exception de ceux qui relèvent de la compétence des sections agricoles spécialisées ;
- 3.) aux rapports dits de « *para-subordination* », c'est à dire d'agence commerciale, de représentation commerciale et tout autre rapport de collaboration qui se caractérise par des prestations continues et coordonnées, même si ce rapport ne fait pas naître de véritable subordination ;
- 4.) aux rapports de travail concernant des fonctionnaires des institutions publiques lorsqu'elles exercent exclusivement ou principalement une activité économique ;
- 5.) aux rapports de travail concernant des fonctionnaires des institutions publiques ou tout autre rapport de travail public, pourvu que le litige ne soit pas attribué par la loi à la compétence d'une autre juridiction.

Le juge peut être saisi lorsque les parties ne sont pas arrivées à se concilier aux termes de l'art. 410 du N.C.P.C..

La procédure est caractérisée par le principe de l'oralité. Les seuls actes écrits sont : la requête, le mémoire en défense et la décision.

A la différence de la procédure civile ordinaire qui commence par la signification d'une assignation, toutes les affaires en matière de droit du travail doivent être introduites par un « Recours », c'est à dire une requête qui doit être présentée au Juge et signifiée par la suite à la partie adverse.

La Requête doit contenir tous les éléments indiqués dans l'art. 414 du N.C.P.C. (à savoir le nom de la juridiction compétente, l'identité des parties, les faits, les arguments, les preuves, etc.). La Requête et les pièces sont déposées au greffe du juge compétent. Le greffier enregistre le dossier et le transmet au juge, lequel, dans les 5 jours suivants, fixe

par « *Decreto* », la date de l'audience à laquelle les parties doivent comparaître personnellement.

Par ailleurs, le demandeur doit signifier au défendeur, dans un délai de 10 jours, la Requête et le Décret qui fixe la date de l'audience. Le défendeur doit se constituer au moins 10 jours avant la date de l'audience, par le dépôt au greffe d'un mémoire dans lequel il doit formuler, sous peine de forclusion, des exceptions de procédure et de fond et d'éventuelles demandes reconventionnelles.

En général, les parties sont assistées par un avocat. Toutefois, l'art. 417 du N.C.P.C. admet la possibilité pour les parties d'assister seules à l'audience, lorsque la valeur du dossier n'est pas supérieure à 1250 euros. Dans cette dernière hypothèse, le demandeur peut présenter sa requête oralement au Juge qui rédigera un Procès verbal.

La première audience constitue le point central de toute la procédure. Elle sert à créer le premier contact entre les parties et donne la possibilité au Juge de les interroger et de tenter des les concilier. C'est pour cette raison que les parties doivent comparaître personnellement.

Si les parties comparaissent, le Juge les interroge et tente la conciliation. Lorsque la conciliation aboutit, le juge rédigera un Procès verbal de conciliation lequel a la valeur d'un titre exécutoire.

A cette audience, les parties peuvent modifier leurs demandes et exceptions déjà formulées dans leurs conclusions, à condition qu'il y ait des motifs graves et sur autorisation du Juge. En revanche, elles ne peuvent pas formuler de nouvelles demandes.

Dans un procès de droit de travail, le juge dispose des pouvoirs d'instruction plus importants que dans une procédure civile ordinaire. Ainsi :

- a.) le Juge peut indiquer aux parties les irrégularités concernant les actes et documents ;
- b.) il peut décider d'accepter tout moyen de preuve, même ceux qui ne sont pas prévus par le code civil ;
- c.) il peut ordonner l'audition des témoins sur le lieu de travail ;
- d.) il peut demander des renseignements, écrits ou oraux, aux syndicats choisis par les parties.

Une fois recueillies les preuves et les parties entendues, le juge rend sa décision. Celle-ci est déposée au greffe qui la communique immédiatement aux parties. Aux termes de l'art. 431 du N.C.P.C., la décision est exécutoire. L'exécution de la décision peut être suspendue par ordonnance du juge d'appel, s'il est démontré qu'elle peut causer des dommages très graves. La suspension de la décision peut aussi n'être que partielle.

## **B. VOIES DE RECOURS**

Les décisions du tribunal de grande d'instance statuant à juge unique peuvent faire l'objet d'appel devant la Juridiction immédiatement supérieure, c'est à dire la Cour d'Appel. Sous peine d'irrecevabilité, le recours doit contenir, outre les éléments prévus à l'art. 414 du N.C.P.C., « *l'exposé sommaire des faits et des motivations spécifiques du Recours* ».

Le Président de la Cour d'Appel, dans les 5 jours du dépôt du Recours (« *Ricorso* »), nomme un Juge rapporteur qui fixe la date de l'audience devant la Cour. L'appelant, dans les 10 jours suivants, doit signifier le Recours et la date d'audience à l'intimé. Ce dernier doit se constituer, au moins dix jours avant l'audience, en déposant au greffe de la Cour son dossier et son Mémoire en défense. L'Intimé peut aussi former un Appel incident. Il doit le former, à peine de forclusion, dans son Mémoire en défense avec l'exposé de ses motifs.

A l'audience, le Conseiller Rapporteur expose oralement l'affaire, avant que les parties ne prononcent leurs plaidoiries. A cette phase, aucune nouvelle demande et exception n'est recevable. De même l'admission de nouveaux éléments de preuve est strictement réglementée et limitée. La Cour rendra sa décision dans un délai de 15 jours.

## **C. AUTRES JURIDICTIONS COMPETENTES**

Le Décret Législatif du 31 mars 1998 n°80 a définitivement réglé le problème de la distribution des compétences entre le Juge Judiciaire (appelé G.O.) et le Juge Administratif (appelé G.A.) en matière de conflits de travail des fonctionnaires dans le secteur public.

Ce Décret, complété par le Décret Législatif du 29 Octobre 1998 n°387, a pour objectif de rapprocher progressivement les réglementations applicables aux salariés du secteur public de celles qui s'appliquent aux salariés du secteur privé. Il a édicté de nouvelles dispositions en matière d'organisation du travail dans les administrations publiques, et de juridictions compétentes.

Cette réforme concerne essentiellement :

- a.) la dévolution du contentieux d'un salarié du secteur public au Juge Judiciaire ;
- b.) le maintien à la juridiction administrative de tout le contentieux concernant les prestataires de services publics ;

Cette répartition nouvelle des compétences entre le juge judiciaire et le juge administratif concerne seulement les conflits nés après le 30 juin 1998. Les conflits nés avant cette date restent de la compétence exclusive du juge administratif.

### **III. LA REPARTITION DES COMPETENCES**

#### **A. COMPETENCE MATERIELLE**

Tous les conflits individuels du travail relèvent de la compétence du Tribunal de Grande Instance. Il n'a, donc, pas de critère de compétence selon la valeur du litige et la qualité des parties, à l'exception de la compétence spécifique du Juge Administratif et des Sections Agricoles Spéciales.

#### **B. COMPETENCE TERRITORIALE**

En ce qui concerne la compétence territoriale, est compétent le Juge du Tribunal de Grande Instance du lieu où est né le rapport de travail, ou du lieu où est situé le siège social l'entreprise (ou de sa filiale) dans laquelle le salarié travaille. Il s'agit de deux compétences alternatives prévues par l'art. 413 du N.C.P.C.

Aux termes de l'art. 413, 3<sup>ème</sup> alinéa, du N.C.P.C., la juridiction du lieu du siège social de l'employeur ou de son établissement où est affecté le salarié reste compétente même après le transfert de l'entreprise ou la cessation de l'activité de cette dernière, pourvu que la demande ait été introduite dans les six mois à compter du transfert du siège de l'entreprise (ou de son établissement) ou de la cessation de l'activité.

Pour ce qui concerne les conflits de travail envisagés dans l'art. 409 n° 3 du N.C.P.C. (concernant les rapports d'agence commerciale ou de la représentation commerciale, etc.), est compétent le Juge du Tribunal de Grande Instance du domicile de l'agent ou du représentant de commerce.

Le dernier alinéa de l'art. 413 du N.C.P.C. déclare nulles les clauses dérogatoires de la compétence territoriale, mais aux termes de l'art. 428 du N.C.P.C., « *l'incompétence peut être soulevée par le défendeur seulement dans le Mémoire défensif prévu à l'art. 416 du N.C.P.C. ou par le Juge avant l'audience prévue à l'art. 420 du N.C.P.C.* ».

Les questions relatives à la procédure du travail se différencient de la procédure par la limitation dans le temps de la possibilité de soulever des questions de compétence en vertu de l'art. 428 du N.C.P.C.

Des normes spécifiques prévoient le passage de la procédure civile ordinaire à la procédure spécifique du droit du travail (art. 426 du N.C.P.C.) et, à l'inverse, le passage de la procédure spécifique du droit du travail à la procédure civile ordinaire (art. 427 du N.C.P.C.).

## **Annexes**

1.) Articles. de 409 à 447 N.C.P.C.

2.) Art. 808 N.C.P.C.

3.) Art. 2113 C.C.

4.) Loi 20 Mai 1970 n°300 sur la protection de la liberté et dignité des travailleurs, de la liberté et de l'activité syndicale dans les lieux de travail.

5.) Loi 11 Août 1973 n°533 sur les conflits individuels du travail et le conflits en matière de prévoyance et assistance obligatoire.

6.) Loi 29 Mai 1982 n°297 sur l'indemnité de fin rapport et la retraite.

7.) Décret Législatif 19 Février 1958 n°51 sur le Juge Unique du T.G.I. en premier degré.

8.) Décret Législatif 31 Mars 1998 n°80 sur les nouvelles dispositions relatives à l'organisation et les rapports de travail dans les administrations publiques, relatives à la Juridiction dans les conflits de travail et à la Juridiction administrative.

## 1.) *Articles. de 409 à 447 N.C.P.C.*

### **Titolo IV: NORME PER LE CONTROVERSIE IN MATERIA DI LAVORO Capo I: DELLE CONTROVERSIE INDIVIDUALI DI LAVORO Sezione I: DISPOSIZIONI GENERALI**

#### **Art. 409** (Controversie individuali di lavoro)

Si osservano le disposizioni del presente capo nelle controversie relative a:

- 1) rapporti di lavoro subordinato privato, anche se non inerenti all'esercizio di una impresa;
- 2) rapporti di mezzadria, di colonia parziaria, di compartecipazione agraria, di affitto a coltivatore diretto, nonché rapporti derivanti da altri contratti agrari, salva la competenza delle sezioni specializzate agrarie;
- 3) rapporti di agenzia, di rappresentanza commerciale ed altri rapporti di collaborazione che si concretino in una prestazione di opera continuativa e coordinata, prevalentemente personale, anche se non a carattere subordinato;
- 4) rapporti di lavoro dei dipendenti di enti pubblici che svolgono esclusivamente o prevalentemente attività economica;
- 5) rapporti di lavoro dei dipendenti di enti pubblici ed altri rapporti di lavoro pubblico, sempreché non siano devoluti dalla legge ad altro giudice.

*Articolo così sostituito dalla L. 11 agosto 1973, n. 533.*

#### **Art. 410** (Tentativo facoltativo di conciliazione)

Chi intende proporre in giudizio una domanda relativa ai rapporti previsti dall'articolo precedente, e non ritiene di avvalersi delle procedure di conciliazione previste dai contratti e accordi collettivi, può promuovere anche tramite una associazione sindacale il tentativo di conciliazione presso la commissione di conciliazione, nella cui circoscrizione si trova l'azienda o una qualsiasi dipendenza di questa, alla quale è addetto il lavoratore, o presso la quale egli prestava la sua opera al momento della fine del rapporto.

La commissione, ricevuta la richiesta, tenta la conciliazione della controversia, convocando le parti, per una riunione da tenersi non oltre dieci giorni dal ricevimento della richiesta.

Con provvedimento del direttore dell'ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione è istituita in ogni provincia, presso l'ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione, una commissione provinciale di conciliazione composta dal direttore dell'ufficio stesso o da un suo delegato, in qualità di presidente, da quattro rappresentanti effettivi e da quattro supplenti dei datori di lavoro e da quattro rappresentanti effettivi e da quattro supplenti dei lavoratori, designati dalle rispettive organizzazioni sindacali maggiormente rappresentative su base nazionale.

Commissioni di conciliazione possono essere istituite, con le stesse modalità e con la medesima composizione di cui al precedente comma, anche presso le sezioni zonali degli uffici provinciali del lavoro e della massima occupazione.

Le commissioni, quando se ne ravvisi la necessità, affidano il tentativo di conciliazione a proprie sottocommissioni, presiedute dal direttore dell'ufficio provinciale del lavoro e

della massima occupazione o da un suo delegato, che rispecchino la composizione prevista dal precedente terzo comma.

In ogni caso per la validità della riunione è necessaria la presenza del presidente e di almeno un rappresentante dei datori di lavoro e di uno dei lavoratori.

Ove la riunione della commissione non sia possibile per la mancata presenza di almeno uno dei componenti di cui al precedente comma, il direttore dell'ufficio provinciale del lavoro certifica l'impossibilità di procedere al tentativo di conciliazione.

*Articolo così sostituito dalla L. 11 agosto 1973, n. 533.*

**Art. 411** (Processo verbale di conciliazione)

Se la conciliazione riesce, si forma processo verbale che deve essere sottoscritto dalle parti e dal presidente del collegio che ha esperito il tentativo, il quale certifica l'autografia della sottoscrizione delle parti o la loro impossibilità di sottoscrivere.

Il processo verbale è depositato a cura delle parti o dell'ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione nella cancelleria della pretura nella cui circoscrizione è stato formato. Il pretore, su istanza della parte interessata, accertata la regolarità formale del verbale di conciliazione, lo dichiara esecutivo con decreto.

Se il tentativo di conciliazione si è svolto in sede sindacale, il processo verbale di avvenuta conciliazione è depositato presso l'ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione a cura di una delle parti o per il tramite di un'associazione sindacale. Il direttore, o un suo delegato, accertatane l'autenticità, provvede a depositarlo nella cancelleria della pretura nella cui circoscrizione è stato redatto. Il pretore, su istanza della parte interessata, accertata la regolarità formale del verbale di conciliazione, lo dichiara esecutivo con decreto.

*Articolo così sostituito dalla L. 11 agosto 1973, n. 533.*

**Art. 412** (Processo verbale di mancata conciliazione)

Se la conciliazione non riesce, si forma processo verbale: in esso le parti possono indicare la soluzione, anche parziale, nella quale concordano, precisando, quando è possibile, l'ammontare del credito che spetta al lavoratore. In quest'ultimo caso il processo verbale acquista efficacia di titolo esecutivo, osservate le disposizioni di cui all'articolo 411.

L'ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione ha l'obbligo di rilasciare, alla parte che ne faccia richiesta, copia del verbale nel termine di cinque giorni.

*Articolo così sostituito dalla L. 11 agosto 1973, n. 533.*

**Sezione II: DEL PROCEDIMENTO**

**§ 1: DEL PROCEDIMENTO DI PRIMO GRADO**

**Art. 413** (Giudice competente)

Le controversie previste dall'articolo 409 sono in primo grado di competenza del pretore in funzione di giudice del lavoro.

Competente per territorio è il giudice nella cui circoscrizione è sorto il rapporto ovvero si trova l'azienda o una sua dipendenza alla quale è addetto il lavoratore o presso la quale egli prestava la sua opera al momento della fine del rapporto.

Tale competenza permane dopo il trasferimento dell'azienda o la cessazione di essa o della sua dipendenza, purché la domanda sia proposta entro sei mesi dal trasferimento o dalla cessazione.

Competente per territorio per le controversie previste dal numero 3) dell'articolo 409 e' il giudice nella cui circoscrizione si trova il domicilio dell'agente, del rappresentante di commercio ovvero del titolare degli altri rapporti di collaborazione di cui al predetto numero 3) dell'articolo 409 (1).

Qualora non trovino applicazione le disposizioni dei commi precedenti, si applicano quelle dell'articolo 18.

Sono nulle le clausole derogative della competenza per territorio.

*Articolo cosi' sostituito dalla L. 11 agosto 1973, n. 533.*

*(1) Comma aggiunto dall'art. 1, L. 11 febbraio 1992, n. 128.*

#### **Art. 414** (Forma della domanda)

La domanda si propone con ricorso, il quale deve contenere:

- 1) l'indicazione del giudice;
- 2) il nome, il cognome, nonche' la residenza o il domicilio eletto dal ricorrente nel comune in cui ha sede il giudice adito, il nome, il cognome e la residenza o il domicilio o la dimora del convenuto; se ricorrente o convenuto e' una persona giuridica, un'associazione non riconosciuta o un comitato, il ricorso deve indicare la denominazione o ditta nonche' la sede del ricorrente o del convenuto;
- 3) la determinazione dell'oggetto della domanda;
- 4) l'esposizione dei fatti e degli elementi di diritto sui quali si fonda la domanda con le relative conclusioni;
- 5) l'indicazione specifica dei mezzi di prova di cui il ricorrente intende avvalersi e in particolare dei documenti che si offrono in comunicazione.

*Articolo cosi' sostituito dalla L. 11 agosto 1973, n. 533.*

#### **Art. 415** (Deposito del ricorso e decreto di fissazione dell'udienza)

Il ricorso e' depositato nella cancelleria del giudice competente insieme con i documenti in esso indicati.

Il giudice, entro cinque giorni dal deposito del ricorso, fissa, con decreto, l'udienza di discussione, alla quale le parti sono tenute a comparire personalmente.

Tra il giorno del deposito del ricorso e l'udienza di discussione non devono decorrere piu' di sessanta giorni.

Il ricorso, unitamente al decreto di fissazione dell'udienza, deve essere notificato al convenuto, a cura dell'attore, entro dieci giorni dalla data di pronuncia del decreto, salvo quanto disposto dall'articolo 417.

Tra la data di notificazione al convenuto e quella dell'udienza di discussione deve intercorrere un termine non minore di trenta giorni.

Il termine di cui al comma precedente e' elevato a quaranta giorni e quello di cui al terzo comma e' elevato a ottanta giorni nel caso in cui la notificazione prevista dal quarto comma debba effettuarsi all'estero.

*Articolo cosi' sostituito dalla L. 11 agosto 1973, n. 533.*

#### **Art. 416** (Costituzione del convenuto)

Il convenuto deve costituirsi almeno dieci giorni prima della udienza, dichiarando la residenza o eleggendo domicilio nel comune in cui ha sede il giudice adito.

La costituzione del convenuto si effettua mediante deposito in cancelleria di una memoria difensiva, nella quale devono essere proposte, a pena di decadenza, le

eventuali domande in via riconvenzionale e le eccezioni processuali e di merito che non siano rilevabili d'ufficio.

Nella stessa memoria il convenuto deve prendere posizione, in maniera precisa e non limitata ad una generica contestazione, circa i fatti affermati dall'attore a fondamento della domanda, proporre tutte le sue difese in fatto e in diritto ed indicare specificamente, a pena di decadenza, i mezzi di prova dei quali intende avvalersi ed in particolare i documenti che deve contestualmente depositare.

*Articolo così sostituito dalla L. 11 agosto 1973, n. 533.*

**Art. 417** Costituzione e difesa personali delle parti)

In primo grado la parte può stare in giudizio personalmente quando il valore della causa non eccede le lire duecentocinquanta mila.

La parte che sta in giudizio personalmente propone la domanda nelle forme di cui all'articolo 414 o si costituisce nelle forme di cui all'articolo 416 con elezione di domicilio nell'ambito del territorio della Repubblica.

Può proporre la domanda anche verbalmente davanti al pretore che ne fa redigere processo verbale.

Il ricorso o il processo verbale con il decreto di fissazione dell'udienza devono essere notificati al convenuto e allo stesso attore a cura della cancelleria entro i termini di cui all'articolo 415.

Alle parti che stanno in giudizio personalmente ogni ulteriore atto o memoria deve essere notificato dalla cancelleria.

*Articolo così sostituito dalla L. 11 agosto 1973, n. 533.*

**Art. 418** (Notificazione della domanda riconvenzionale)

Il convenuto che abbia proposta una domanda in via riconvenzionale a norma del secondo comma dell'articolo 416 deve, con istanza contenuta nella stessa memoria, a pena di decadenza dalla riconvenzionale medesima, chiedere al giudice che, a modifica del decreto di cui al secondo comma dell'articolo 415, pronunci, non oltre cinque giorni, un nuovo decreto per la fissazione dell'udienza.

Tra la proposizione della domanda riconvenzionale e l'udienza di discussione non devono decorrere più di cinquanta giorni.

Il decreto che fissa l'udienza deve essere notificato all'attore a cura dell'ufficio, unitamente alla memoria difensiva, entro dieci giorni dalla data in cui è stato pronunciato.

Tra la data di notificazione all'attore del decreto pronunciato a norma del primo comma e quella dell'udienza di discussione deve intercorrere un termine non minore di venticinque giorni.

Nel caso in cui la notificazione del decreto debba farsi all'estero il termine di cui al secondo comma è elevato a settanta giorni, e quello di cui al comma precedente è elevato a trentacinque giorni.

*Articolo così sostituito dalla L. 11 agosto 1973, n. 533.*

**Art. 419** (Intervento volontario)

Salvo che sia effettuato per l'integrazione necessaria del contraddittorio, l'intervento del terzo ai sensi dell'articolo 105 non può aver luogo oltre il termine stabilito per la costituzione del convenuto, con le modalità previste dagli articoli 414 e 416 in quanto

applicabili.

Articolo così sostituito dalla L. 11 agosto 1973, n. 533. La Corte costituzionale, con sentenza n. 193 del 29 giugno 1983, ha dichiarato l'illegittimità costituzionale di questo articolo nella parte in cui, ove un terzo spieghi intervento volontario, non attribuisce al giudice il potere-dovere di fissare - con il rispetto del termine di cui all'art. 415, comma 5 (elevabile a quaranta giorni allorché la notificazione ad alcune delle parti originarie contumaci debba effettuarsi all'estero) - una nuova udienza, non meno di dieci giorni prima della quale potranno le parti originarie depositare memorie, e di disporre che, entro cinque giorni, siano notificati alle parti originarie il provvedimento di fissazione e la memoria dell'interveniente, e che sia notificato a quest'ultimo il provvedimento di fissazione della nuova udienza.

**Art. 420 (Udienza di discussione della causa)**

Nell'udienza fissata per la discussione della causa il giudice interroga liberamente le parti presenti e tenta la conciliazione della lite. La mancata comparizione personale delle parti, senza giustificato motivo, costituisce comportamento valutabile dal giudice ai fini della decisione. Le parti possono, se ricorrono gravi motivi, modificare le domande, eccezioni e conclusioni già formulate, previa autorizzazione del giudice. Le parti hanno facoltà di farsi rappresentare da un procuratore generale o speciale, il quale deve essere a conoscenza dei fatti della causa. La procura deve essere conferita con atto pubblico o scrittura privata autenticata e deve attribuire al procuratore il potere di conciliare o transigere la controversia. La mancata conoscenza, senza gravi ragioni, dei fatti della causa da parte del procuratore è valutata dal giudice ai fini della decisione.

Il verbale di conciliazione ha efficacia di titolo esecutivo.

Se la conciliazione non riesce e il giudice ritiene la causa matura per la decisione, o se sorgono questioni attinenti alla giurisdizione o alla competenza o ad altre pregiudiziali la cui decisione può definire il giudizio, il giudice invita le parti alla discussione e pronuncia sentenza anche non definitiva dando lettura del dispositivo.

Nella stessa udienza ammette i mezzi di prova già proposti dalle parti e quelli che le parti non abbiano potuto proporre prima, se ritiene che siano rilevanti, disponendo, con ordinanza resa nell'udienza, per la loro immediata assunzione.

Qualora ciò non sia possibile, fissa altra udienza, non oltre dieci giorni dalla prima, concedendo alle parti, ove ricorrano giusti motivi, un termine perentorio non superiore a cinque giorni prima dell'udienza di rinvio per il deposito in cancelleria di note difensive.

Nel caso in cui vengano ammessi nuovi mezzi di prova, a norma del quinto comma, la controparte può dedurre i mezzi di prova che si rendano necessari in relazione a quelli ammessi, con assegnazione di un termine perentorio di cinque giorni. Nell'udienza fissata a norma del precedente comma il giudice ammette, se rilevanti, i nuovi mezzi di prova dedotti dalla controparte e provvede alla loro assunzione.

L'assunzione delle prove deve essere esaurita nella stessa udienza o, in caso di necessità, in udienza da tenersi nei giorni feriali immediatamente successivi.

Nel caso di chiamata in causa a norma degli articoli 102, secondo comma, 106 e 107 il giudice fissa una nuova udienza e dispone che, entro cinque giorni, siano notificati al terzo il provvedimento nonché il ricorso introduttivo e l'atto di costituzione del convenuto, osservati i termini di cui ai commi terzo, quinto e sesto dell'articolo 415. Il

termine massimo entro il quale deve tenersi la nuova udienza decorre dalla pronuncia del provvedimento di fissazione.

Il terzo chiamato deve costituirsi non meno di dieci giorni prima dell'udienza fissata, depositando la propria memoria a norma dell'articolo 416.

A tutte le notificazioni e comunicazioni occorrenti provvede l'ufficio.

Le udienze di mero rinvio sono vietate.

*Articolo così sostituito dalla L. 11 agosto 1973, n. 533.*

#### **Art. 421 (Poteri istruttori del giudice)**

Il giudice indica alle parti in ogni momento le irregolarità degli atti e dei documenti che possono essere sanate assegnando un termine per provvedervi, salvo gli eventuali diritti quesiti.

Può altresì disporre d'ufficio in qualsiasi momento l'ammissione di ogni mezzo di prova, anche fuori dei limiti stabiliti dal codice civile, ad eccezione del giuramento decisorio, nonché la richiesta di informazioni e osservazioni, sia scritte che orali, alle associazioni sindacali indicate dalle parti. Si osserva la disposizione del comma sesto dell'articolo precedente.

Dispone, su istanza di parte, l'accesso sul luogo di lavoro, purché necessario al fine dell'accertamento dei fatti, e dispone altresì, se ne ravvisa l'utilità, l'esame dei testimoni sul luogo stesso.

Il giudice, ove lo ritenga necessario, può ordinare la comparizione, per interrogarle liberamente sui fatti della causa, anche di quelle persone che siano incapaci di testimoniare a norma dell'articolo 246 o a cui sia vietato a norma dell'articolo 247.

*Articolo così sostituito dalla L. 11 agosto 1973, n. 533.*

#### **Art. 422 (Registrazione su nastro)**

Il giudice può autorizzare la sostituzione della verbalizzazione da parte del cancelliere con la registrazione su nastro delle deposizioni di testi e delle audizioni delle parti o di consulenti.

*Articolo così sostituito dalla L. 11 agosto 1973, n. 533.*

#### **Art. 423 (Ordinanze per il pagamento di somme)**

Il giudice, su istanza di parte, in ogni stato del giudizio, dispone con ordinanza il pagamento delle somme non contestate.

Eguale, in ogni stato del giudizio, il giudice può, su istanza del lavoratore, disporre con ordinanza il pagamento di una somma a titolo provvisorio quando ritenga il diritto accertato e nei limiti della quantità per cui ritiene già raggiunta la prova.

Le ordinanze di cui ai commi precedenti costituiscono titolo esecutivo.

L'ordinanza di cui al secondo comma è revocabile con la sentenza che decide la causa.

*Articolo così sostituito dalla L. 11 agosto 1973, n. 533.*

#### **Art. 424 (Assistenza del consulente tecnico)**

Se la natura della controversia lo richiede, il giudice, in qualsiasi momento, nomina uno o più consulenti tecnici, scelti in albi speciali, a norma dell'articolo 61. A tal fine il giudice può disporre ai sensi del sesto comma dell'articolo 420.

Il consulente puo' essere autorizzato a riferire verbalmente ed in tal caso le sue dichiarazioni sono integralmente raccolte a verbale, salvo quanto previsto dal precedente articolo 422.

Se il consulente chiede di presentare relazione scritta, il giudice fissa un termine non superiore a venti giorni, non prorogabile, rinviando la trattazione ad altra udienza.

*Articolo cosi' sostituito dalla L. 11 agosto 1973, n. 533.*

**Art. 425** (Richiesta di informazioni e osservazioni alle associazioni sindacali)

Su istanza di parte, l'associazione sindacale indicata dalla stessa ha facolta' di rendere in giudizio, tramite un suo rappresentante, informazioni e osservazioni orali o scritte.

Tali informazioni e osservazioni possono essere rese anche nel luogo di lavoro ove sia stato disposto l'accesso ai sensi del terzo comma dell'articolo 421.

A tal fine, il giudice puo' disporre ai sensi del sesto comma dell'articolo 420.

Il giudice puo' richiedere alle associazioni sindacali il testo dei contratti e accordi collettivi di lavoro, anche aziendali, da applicare nella causa.

*Articolo cosi' sostituito dalla L. 11 agosto 1973, n. 533.*

**Art. 426** (Passaggio dal rito ordinario al rito speciale)

Il pretore quando rileva che una causa promossa nelle forme ordinarie riguarda uno dei rapporti previsti dall'articolo 409, fissa con ordinanza l'udienza di cui all'articolo 420 e il termine perentorio entro il quale le parti dovranno provvedere all'eventuale integrazione degli atti introduttivi mediante deposito di memorie e documenti in cancelleria.

Nell'udienza come sopra fissata provvede a norma degli articoli che precedono.

Articolo cosi' sostituito dalla L. 11 agosto 1973, n. 533. Successivamente la Corte costituzionale, con sentenza 14 gennaio 1977, n. 14, ha dichiarato l'illegittimita' costituzionale del combinato disposto dell'art. 426 del codice di procedura civile, come modificato dall'art. 1, della legge 11 agosto 1973, n. 533 (sul nuovo rito del lavoro), e dell'articolo 20 della legge medesima nella parte in cui, con riguardo alle cause pendenti al momento dell'entrata in vigore della legge, non e' prevista la comunicazione anche alla parte contumace dell'ordinanza che fissa la udienza di discussione ed il termine perentorio per l'integrazione degli atti.

**Art. 427** (Passaggio dal rito speciale al rito ordinario)

Il pretore quando rileva che una causa promossa nelle forme stabilite dal presente capo riguarda un rapporto diverso da quelli previsti dall'articolo 409, se la causa stessa rientra nella sua competenza dispone che gli atti siano messi in regola con le disposizioni tributarie, altrimenti la rimette con ordinanza al giudice competente, fissando un termine perentorio non superiore a trenta giorni per la riassunzione con il rito ordinario.

In tal caso le prove acquisite durante lo stato di rito speciale avranno l'efficacia consentita dalle norme ordinarie.

*Articolo cosi' sostituito dalla L. 11 agosto 1973, n. 533.*

**Art. 428** (Incompetenza del giudice)

Quando una causa relativa ai rapporti di cui all'articolo 409 sia stata proposta a giudice incompetente, l'incompetenza puo' essere eccepita dal convenuto soltanto nella

memoria difensiva di cui all'articolo 416 ovvero rilevata d'ufficio dal giudice non oltre la udienza di cui all'articolo 420.

Quando l'incompetenza sia stata eccepita o rilevata ai sensi del comma precedente, il giudice rimette la causa al pretore in funzione di giudice del lavoro, fissando un termine perentorio non superiore a trenta giorni per la riassunzione con rito speciale.  
*Articolo così sostituito dalla L. 11 agosto 1973, n. 533.*

**Art. 429** (Pronuncia della sentenza)

Nell'udienza, il giudice, esaurita la discussione orale e udite le conclusioni delle parti, pronuncia sentenza con cui definisce il giudizio dando lettura del dispositivo.

Se il giudice lo ritiene necessario, su richiesta delle parti, concede alle stesse un termine non superiore a dieci giorni per il deposito di note difensive, rinviando la causa all'udienza immediatamente successiva alla scadenza del termine suddetto, per la discussione e la pronuncia della sentenza.

Il giudice, quando pronuncia sentenza di condanna al pagamento di somme di denaro per crediti di lavoro, deve determinare, oltre gli interessi nella misura legale, il maggior danno eventualmente subito dal lavoratore per la diminuzione di valore del suo credito, condannando al pagamento della somma relativa con decorrenza dal giorno della maturazione del diritto.

*Articolo così sostituito dalla L. 11 agosto 1973, n. 533.*

**Art. 430** (Deposito della sentenza)

La sentenza deve essere depositata in cancelleria entro quindici giorni dalla pronuncia. Il cancelliere ne dà immediata comunicazione alle parti.

*Articolo così sostituito dalla L. 11 agosto 1973, n. 533.*

**Art. 431** (Esecutorietà della sentenza)

Le sentenze che pronunciano condanna a favore del lavoratore per crediti derivanti dai rapporti di cui all'articolo 409 sono provvisoriamente esecutive.

All'esecuzione si può procedere con la sola copia del dispositivo, in pendenza del termine per il deposito della sentenza.

Il giudice di appello può disporre con ordinanza non impugnabile che l'esecuzione sia sospesa quando dalla stessa possa derivare all'altra parte gravissimo danno.

La sospensione disposta a norma del comma precedente può essere anche parziale e, in ogni caso, l'esecuzione provvisoria resta autorizzata fino alla somma di lire cinquecentomila.

Le sentenze che pronunciano condanna a favore del datore di lavoro sono provvisoriamente esecutive e sono soggette alla disciplina degli articoli 282 e 283 (1).

Il giudice di appello può disporre con ordinanza non impugnabile che l'esecuzione sia sospesa in tutto o in parte quando ricorrono gravi motivi (1).

*Articolo così sostituito dalla L. 11 agosto 1973, n. 533.*

*(1) Comma aggiunto dall'art. 69, L. 26 novembre 1990, n. 353.*

**Art. 432** (Valutazione equitativa delle prestazioni)

Quando sia certo il diritto ma non sia possibile determinare la somma dovuta, il giudice

la liquida con valutazione equitativa.

*Articolo così sostituito dalla L. 11 agosto 1973, n. 533.*

## § 2: DELLE IMPUGNAZIONI

### **Art. 433** (Giudice d'appello)

L'appello contro le sentenze pronunciate nei processi relativi alle controversie previste nell'articolo 409 deve essere proposto con ricorso davanti al tribunale territorialmente competente in funzione di giudice del lavoro.

Ove l'esecuzione sia iniziata, prima della notificazione della sentenza, l'appello può essere proposto con riserva dei motivi che dovranno essere presentati nel termine di cui all'articolo 434.

*Articolo così sostituito dalla L. 11 agosto 1973, n. 533.*

### **Art. 434** (Deposito del ricorso in appello)

Il ricorso deve contenere l'esposizione sommaria dei fatti e i motivi specifici dell'impugnazione, nonché le indicazioni prescritte dall'articolo 414.

Il ricorso deve essere depositato nella cancelleria del tribunale entro trenta giorni dalla notificazione della sentenza, oppure entro quaranta giorni nel caso in cui la notificazione abbia dovuto effettuarsi all'estero.

*Articolo così sostituito dalla L. 11 agosto 1973, n. 533.*

### **Art. 435** (Decreto del presidente)

Il presidente del tribunale entro cinque giorni dalla data di deposito del ricorso nomina il giudice relatore e fissa, non oltre sessanta giorni dalla data medesima, l'udienza di discussione dinanzi al collegio.

L'appellante, nei dieci giorni successivi al deposito del decreto, provvede alla notifica del ricorso e del decreto dell'appellato (1).

Tra la data di notificazione all'appellato e quella dell'udienza di discussione deve intercorrere un termine non minore di venticinque giorni.

Nel caso in cui la notificazione prevista dal secondo comma deve effettuarsi all'estero, i termini di cui al primo e al terzo comma sono elevati, rispettivamente, a ottanta e sessanta giorni.

*Articolo così sostituito dalla L. 11 agosto 1973, n. 533.*

*(1) La Corte costituzionale, con sentenza 14 gennaio 1977, n. 15, ha dichiarato l'illegittimità costituzionale del presente comma nella parte in cui non dispone che l'avvenuto deposito del decreto presidenziale di fissazione dell'udienza di discussione sia comunicato all'appellante e che da tale comunicazione decorra il termine per la notificazione all'appellato.*

### **Art. 436** (Costituzione dell'appellato e appello incidentale)

L'appellato deve costituirsi almeno dieci giorni prima della udienza.

La costituzione dell'appellato si effettua mediante deposito in cancelleria del fascicolo e di una memoria difensiva, nella quale deve essere contenuta dettagliata esposizione di tutte le sue difese.

Se propone appello incidentale, l'appellato deve esporre nella stessa memoria i motivi

specifici su cui fonda l'impugnazione. L'appello incidentale deve essere proposto, a pena di decadenza, nella memoria di costituzione, da notificarsi, a cura dell'appellato, alla controparte almeno dieci giorni prima dell'udienza fissata a norma dell'articolo precedente.

Si osservano, in quanto applicabili, le disposizioni dell'articolo 416.

*Articolo così sostituito dalla L. 11 agosto 1973, n. 533.*

**Art. 437** (Udienza di discussione)

Nell'udienza il giudice incaricato fa la relazione orale della causa. Il collegio, sentiti i difensori delle parti, pronuncia sentenza dando lettura del dispositivo nella stessa udienza.

Non sono ammesse nuove domande ed eccezioni. Non sono ammessi nuovi mezzi di prova, tranne il giuramento estimatorio, salvo che il collegio, anche d'ufficio, li ritenga indispensabili ai fini della decisione della causa.

E' salva la facoltà delle parti di deferire il giuramento decisorio in qualsiasi momento della causa.

Qualora ammetta le nuove prove, il collegio fissa, entro venti giorni, l'udienza nella quale esse debbono essere assunte e deve essere pronunciata la sentenza. In tal caso il collegio con la stessa ordinanza può adottare i provvedimenti di cui all'articolo 423.

Sono applicabili le disposizioni di cui ai commi secondo e terzo dell'articolo 429.

*Articolo così sostituito dalla L. 11 agosto 1973, n. 533.*

**Art. 438** (Deposito della sentenza di appello)

Il deposito della sentenza di appello e' effettuato con l'osservanza delle norme di cui all'articolo 430.

Si applica il disposto del secondo comma dell'articolo 431.

*Articolo così sostituito dalla L. 11 agosto 1973, n. 533.*

**Art. 439** (Cambiamento del rito in appello)

Il tribunale, se ritiene che il procedimento in primo grado non si sia svolto secondo il rito prescritto, procede a norma degli articoli 426 e 427.

*Articolo così sostituito dalla L. 11 agosto 1973, n. 533.*

**Art. 440** (Appellabilità delle sentenze)

Sono inappellabili le sentenze che hanno deciso una controversia di valore non superiore a lire cinquantamila.

*Articolo così sostituito dalla L. 11 agosto 1973, n. 533.*

**Art. 441** (Consulente tecnico in appello)

Il collegio, nell'udienza di cui al primo comma dell'articolo 437, può nominare un consulente tecnico rinviando ad altra udienza da fissarsi non oltre trenta giorni. In tal caso con la stessa ordinanza può adottare i provvedimenti di cui all'articolo 423.

Il consulente deve depositare il proprio parere almeno dieci giorni prima della nuova udienza.

*Articolo così sostituito dalla L. 11 agosto 1973, n. 533.*

## Capo II: DELLE CONTROVERSIE IN MATERIA DI PREVIDENZA E DI ASSISTENZA OBBLIGATORIE

### **Art. 442** (Controversie in materia di previdenza e di assistenza obbligatorie)

Nei procedimenti relativi a controversie derivanti dall'applicazione delle norme riguardanti le assicurazioni sociali, gli infortuni sul lavoro, le malattie professionali, gli assegni familiari nonché ogni altra forma di previdenza e di assistenza obbligatorie, si osservano le disposizioni di cui al capo primo di questo titolo.

Anche per le controversie relative alla inosservanza degli obblighi di assistenza e di previdenza derivanti da contratti e accordi collettivi si osservano le disposizioni di cui al capo primo di questo titolo.

*Articolo così sostituito dalla L. 11 agosto 1973, n. 533. Successivamente la Corte costituzionale, con sentenza 12 aprile 1991, n. 156, ha dichiarato l'illegittimità costituzionale dell'articolo, nella parte in cui non prevede che il giudice, quando pronuncia sentenza di condanna al pagamento di somme di denaro per crediti relativi a prestazioni di previdenza sociale, deve determinare, oltre gli interessi nella misura legale, il maggior danno eventualmente subito dal titolare per la diminuzione del valore del suo credito, applicando l'indice dei prezzi calcolato dall'ISTAT per la scala mobile nel settore dell'industria e condannando al pagamento della somma relativa con decorrenza dal giorno in cui si sono verificate le condizioni legali di responsabilità dell'istituto o ente debitore per il ritardo dell'adempimento. Con sentenza n. 196 del 27 aprile 1993, la stessa Corte ha dichiarato l'illegittimità costituzionale dell'articolo nella parte in cui non prevede, quando il giudice pronuncia sentenza di condanna al pagamento di somme di denaro per crediti relativi a prestazioni di assistenza sociale obbligatoria, il medesimo trattamento dei crediti relativi a prestazioni di previdenza sociale in ordine agli interessi legali e al risarcimento del maggior danno sofferto dal titolare per la diminuzione di valore del suo credito.*

### **Art. 443** (Rilevanza del procedimento amministrativo)

La domanda relativa alle controversie in materia di previdenza e assistenza obbligatorie di cui al primo comma dell'articolo 442 non è procedibile se non quando siano esauriti i procedimenti prescritti dalle leggi speciali per la composizione in sede amministrativa o siano decorsi i termini ivi fissati per il compimento dei procedimenti stessi o siano, comunque, decorsi centottanta giorni dalla data in cui è stato proposto il ricorso amministrativo.

Se il giudice nella prima udienza di discussione rileva l'improcedibilità della domanda a norma del comma precedente, sospende il giudizio e fissa all'attore un termine perentorio di sessanta giorni per la presentazione del ricorso in sede amministrativa.

Il processo deve essere riassunto, a cura dell'attore, nel termine perentorio di centottanta giorni che decorre dalla cessazione della causa della sospensione.

*Articolo così sostituito dalla L. 11 agosto 1973, n. 533.*

### **Art. 444** (Giudice competente)

Le controversie in materia di previdenza e di assistenza obbligatorie indicate nell'articolo 442 sono di competenza del pretore, in funzione di giudice del lavoro, che ha sede nel capoluogo della circoscrizione del tribunale nella quale risiede l'attore.

Se la controversia in materia di infortuni sul lavoro e malattie professionali riguarda gli

addetti alla navigazione marittima o alla pesca marittima, e' competente il pretore, in funzione di giudice del lavoro, del luogo in cui ha sede l'ufficio del porto di iscrizione della nave.

Per le controversie relative agli obblighi dei datori di lavoro e all'applicazione delle sanzioni civili per l'inadempimento di tali obblighi, e' competente il pretore, in funzione di giudice del lavoro, del luogo in cui ha sede l'ufficio dell'ente.

*Articolo cosi' sostituito dalla L. 11 agosto 1973, n. 533.*

**Art. 445 (Consulente tecnico)**

Nei processi regolati nel presente capo, relativi a domande di prestazioni previdenziali o assistenziali che richiedano accertamenti tecnici, il giudice nomina uno o piu' consulenti tecnici scelti in appositi albi, ai sensi dell'articolo 424.

Nei casi di particolare complessita' il termine di cui all'articolo 424 puo' essere prorogato fino a sessanta giorni.

*Articolo cosi' sostituito dalla L. 11 agosto 1973, n. 533.*

**Art. 446 (Istituti di patronato e di assistenza sociale)**

Gli istituti di patronato e di assistenza sociale legalmente riconosciuti possono, su istanza dell'assistito, in ogni grado del giudizio, rendere informazioni e osservazioni orali o scritte nella forma di cui all'articolo 425.

*Articolo cosi' sostituito dalla L. 11 agosto 1973, n. 533.*

**Art. 447 (Esecuzione provvisoria)**

Le sentenze pronunciate nei giudizi relativi alle controversie di cui all'articolo 442 sono provvisoriamente esecutive.

Si applica il disposto dell'articolo 431.

*Articolo cosi' sostituito dalla L. 11 agosto 1973, n. 533.*

**Art. 447 bis (Norme applicabili alle controversie in materia di locazione, di comodato e di affitto)**

Le controversie di cui all'articolo 8, secondo comma, numero 3), sono disciplinate dagli articoli 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, primo comma, 422, 423, primo e terzo comma, 424, 425, 426, 427, 428, 429, primo e secondo comma, 430, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, in quanto applicabili.

Per le controversie relative ai rapporti di cui all'articolo 8, secondo comma, numero 3), e' competente il giudice del luogo dove si trova la cosa. Sono nulle le clausole di deroga alla competenza.

Il giudice puo' disporre d'ufficio, in qualsiasi momento, l'ispezione della cosa e l'ammissione di ogni mezzo di prova, ad eccezione del giuramento decisorio, nonche' la richiesta di informazioni, sia scritte che orali, alle associazioni di categoria indicate dalle parti.

Le sentenze di condanna di primo grado sono provvisoriamente esecutive.

All'esecuzione si puo' procedere con la sola copia del dispositivo in pendenza del termine per il deposito della sentenza. Il giudice d'appello puo' disporre con ordinanza non impugnabile che l'efficacia esecutiva o l'esecuzione siano sospese quando dalle

stesse possa derivare all'altra parte gravissimo danno.  
*Articolo aggiunto dall'art. 70, L. 26 novembre 1990, n. 353.*

## **2.) Art. 808 N.C.P.C.**

**808.** (*Clausola compromissoria*). Le parti, nel contratto che stipulano o in un atto separato, possono stabilire che le controversie nascenti dal contratto medesimo siano decise da arbitri, purché si tratti di controversie che possono formare oggetto di compromesso. La clausola compromissoria deve risultare da atto avente la forma richiesta per il compromesso ai sensi dell'art. 807, commi primo e secondo.

Le controversie di cui all'art. 409 possono essere decise da arbitri solo se ciò sia previsto nei contratti e accordi collettivi di lavoro purché ciò avvenga, a pena di nullità, senza pregiudizio della facoltà delle parti di adire l'autorità giudiziaria (413 ss.). La clausola compromissoria contenuta in contratti o accordi collettivi o in contratti individuali di lavoro è nulla ove autorizzi gli arbitri a pronunciare secondo equità ovvero dichiarare il lodo non impugnabile.

La validità della clausola compromissoria deve essere valutata in modo autonomo rispetto al contratto al quale si riferisce; tuttavia, il potere di stipulare il contratto comprende il potere di convenire la clausola compromissoria.

### **3.) Art. 2113 C.C.**

Art. 2113 Rinunzie e transazioni

*Così sostituito dall'art.6 della Legge 11 agosto 1973, n. 533*

Le rinunzie e le transazioni (1966), che hanno per oggetto diritti del prestatore di lavoro derivanti da disposizioni inderogabili della legge e dei contratti o accordi collettivi concernenti i rapporti di cui all'art. 409 Cod. Proc. Civ., non sono valide.

L'impugnazione deve essere proposta, a pena di decadenza, entro sei mesi dalla data di cessazione del rapporto o dalla data della rinunzia o della transazione, se queste sono intervenute dopo la cessazione medesima.

Le rinunzie e le transazioni di cui ai commi precedenti possono essere impugnate con qualsiasi atto scritto, anche stragiudiziale, del lavoratore idoneo a renderne nota la volontà.

Le disposizioni del presente articolo non si applicano alla conciliazione intervenuta ai sensi degli artt. 185, 410 e 411 Cod. Proc. Civ.

**4.) Loi 20 Mai 1970 n°300 sur la protection de la liberté et dignité des travailleurs, de la liberté et de l'activité syndicale dans les lieux de travail.**

**Legge 20/05/1970 Num. 300**

**STATUTO DEI LAVORATORI**

(in Gazz. Uff., 27 maggio 1970, n. 131)

**Articolo 7**

**Sanzioni disciplinari.**

Le norme disciplinari relative alle sanzioni, alle infrazioni in relazione alle quali ciascuna di esse può essere applicata ed alle procedure di contestazione delle stesse, devono essere portate a conoscenza dei lavoratori mediante affissione in luogo accessibile a tutti. Esse devono applicare quanto in materia è stabilito da accordi e contratti di lavoro ove esistano (1). Il datore di lavoro non può adottare alcun provvedimento disciplinare nei confronti del lavoratore senza avergli preventivamente contestato l'addebito e senza averlo sentito a sua difesa (1) (2). Il lavoratore potrà farsi assistere da un rappresentante dell'associazione sindacale cui aderisce o conferisce mandato (1) (2). Fermo restando quanto disposto dalla legge 15 luglio 1966, n. 604, non possono essere disposte sanzioni disciplinari che comportino mutamenti definitivi del rapporto di lavoro; inoltre la multa non può essere disposta per un importo superiore a quattro ore della retribuzione base e la sospensione dal servizio e dalla retribuzione per più di dieci giorni. In ogni caso, i provvedimenti disciplinari più gravi del rimprovero verbale non possono essere applicati prima che siano trascorsi cinque giorni dalla contestazione per iscritto del fatto che vi ha dato causa. Salvo analoghe procedure previste dai contratti collettivi di lavoro e ferma restando la facoltà di adire l'autorità giudiziaria, il lavoratore al quale sia stata applicata una sanzione disciplinare può promuovere, nei venti giorni successivi, anche per mezzo dell'associazione alla quale sia iscritto ovvero conferisca mandato, la costituzione, tramite l'Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione (3), di un collegio di conciliazione ed arbitrato, composto da un rappresentante di ciascuna delle parti e da un terzo membro scelto di comune accordo o, in difetto di accordo, nominato dal direttore dell'Ufficio del lavoro (4). La sanzione disciplinare resta sospesa fino alla pronuncia da parte del collegio. Qualora il datore di lavoro non provveda, entro dieci giorni dall'invito rivolto dall'Ufficio del lavoro (3), a nominare il proprio rappresentante in seno al collegio di cui al comma precedente, la sanzione disciplinare non ha effetto. Se il datore di lavoro adisce l'autorità giudiziaria, la sanzione disciplinare resta sospesa fino alla definizione del giudizio. Non può tenersi conto ad alcun effetto delle sanzioni disciplinari decorsi due anni dalla loro applicazione. (1) La Corte cost., con sentenza 30 novembre 1982, n. 204, ha dichiarato l'illegittimità costituzionale del presente comma, interpretato nel senso che sia inapplicabile ai licenziamenti disciplinari, per i quali detto comma non sia

espressamente richiamato dalla normativa legislativa, collettiva o validamente posta dal datore di lavoro. (2) La Corte cost., con sentenza 25 luglio 1989, n. 427, ha dichiarato l'illegittimità costituzionale del presente comma, nella parte in cui è esclusa la sua applicabilità al licenziamento per motivi disciplinari irrogato da imprenditore che abbia meno di sedici dipendenti. (3) Ora, Direzione provinciale del lavoro ex d.m. 7 novembre 1996, n. 687. (4) Ora, dirigente della Direzione provinciale del lavoro ex d.m. 7 novembre 1996, n. 687.

## **Articolo 18**

### **Reintegrazione nel posto di lavoro.**

Ferma restando l'esperibilità delle procedure previste dall'articolo 7 della legge 15 luglio 1966, n. 604, il giudice con la sentenza con cui dichiara inefficace il licenziamento ai sensi dell'articolo 2 della predetta legge o annulla il licenziamento intimato senza giusta causa o giustificato motivo, ovvero ne dichiara la nullità a norma della legge stessa, ordina al datore di lavoro, imprenditore e non imprenditore, che in ciascuna sede, stabilimento, filiale, ufficio o reparto autonomo nel quale ha avuto luogo il licenziamento occupa alle sue dipendenze più di quindici prestatori di lavoro o più di cinque se trattasi di imprenditore agricolo, di reintegrare il lavoratore nel posto di lavoro. Tali disposizioni si applicano altresì ai datori di lavoro, imprenditori e non imprenditori, che nell'ambito dello stesso comune occupano più di quindici dipendenti ed alle imprese agricole che nel medesimo ambito territoriale occupano più di cinque dipendenti, anche se ciascuna unità produttiva, singolarmente considerata, non raggiunge tali limiti, e in ogni caso al datore di lavoro, imprenditore e non imprenditore, che occupa alle sue dipendenze più di sessanta prestatori di lavoro (1). Ai fini del computo del numero dei prestatori di lavoro di cui primo comma si tiene conto anche dei lavoratori assunti con contratto di formazione e lavoro, dei lavoratori assunti con contratto a tempo indeterminato parziale, per la quota di orario effettivamente svolto, tenendo conto, a tale proposito, che il computo delle unità lavorative fa riferimento all'orario previsto dalla contrattazione collettiva del settore. Non si computano il coniuge ed i parenti del datore di lavoro entro il secondo grado in linea diretta e in linea collaterale (1). Il computo dei limiti occupazionali di cui al secondo comma non incide su norme o istituti che prevedono agevolazioni finanziarie o creditizie (1). Il giudice con la sentenza di cui al primo comma condanna il datore di lavoro al risarcimento del danno subito dal lavoratore per il licenziamento di cui sia stata accertata l'inefficacia o l'invalidità stabilendo un'indennità commisurata alla retribuzione globale di fatto dal giorno del licenziamento sino a quello dell'effettiva reintegrazione e al versamento dei contributi assistenziali e previdenziali dal momento del licenziamento al momento dell'effettiva reintegrazione; in ogni caso la misura del risarcimento non potrà essere inferiore a cinque mensilità di retribuzione globale di fatto (1). Fermo restando il diritto al risarcimento del danno così come previsto al quarto comma, al prestatore di lavoro è data la facoltà di chiedere al datore di lavoro in sostituzione della reintegrazione nel posto di lavoro, un'indennità pari a quindici mensilità di retribuzione globale di fatto. Qualora il lavoratore entro trenta giorni dal ricevimento dell'invito del datore di lavoro non abbia ripreso il servizio, né abbia richiesto entro trenta giorni dalla comunicazione del deposito della sentenza il pagamento dell'indennità di cui al presente comma, il

rapporto di lavoro si intende risolto allo spirare dei termini predetti (1). La sentenza pronunciata nel giudizio di cui al primo comma è provvisoriamente esecutiva. Nell'ipotesi di licenziamento dei lavoratori di cui all'articolo 22, su istanza congiunta del lavoratore e del sindacato cui questi aderisce o conferisca mandato, il giudice, in ogni stato e grado del giudizio di merito, può disporre con ordinanza, quando ritenga irrilevanti o insufficienti gli elementi di prova forniti dal datore di lavoro, la reintegrazione del lavoratore nel posto di lavoro. L'ordinanza di cui al comma precedente può essere impugnata con reclamo immediato al giudice medesimo che l'ha pronunciata. Si applicano le disposizioni dell'articolo 178, terzo, quarto, quinto e sesto comma del codice di procedura civile. L'ordinanza può essere revocata con la sentenza che decide la causa. Nell'ipotesi di licenziamento dei lavoratori di cui all'articolo 22, il datore di lavoro che non ottempera alla sentenza di cui al primo comma ovvero all'ordinanza di cui al quarto comma, non impugnata o confermata dal giudice che l'ha pronunciata, è tenuto anche, per ogni giorno di ritardo, al pagamento a favore del Fondo adeguamento pensioni di una somma pari all'importo della retribuzione dovuta al lavoratore. (1) I primi cinque commi hanno così sostituito i commi primo e secondo per effetto dell'art. 1, l. 11 maggio 1990, n. 108.

## **Articolo 28**

### **Repressione della condotta antisindacale.**

Qualora il datore di lavoro ponga in essere comportamenti diretti ad impedire o limitare l'esercizio della libertà e della attività sindacale nonché del diritto di sciopero, su ricorso degli organismi locali delle associazioni sindacali nazionali che vi abbiano interesse, il pretore del luogo ove è posto in essere il comportamento denunciato, nei due giorni successivi, convocate le parti ed assunte sommarie informazioni, qualora ritenga sussistente la violazione di cui al presente comma, ordina al datore di lavoro, con decreto motivato ed immediatamente esecutivo, la cessazione del comportamento illegittimo e la rimozione degli effetti. L'efficacia esecutiva del decreto non può essere revocata fino alla sentenza con cui il pretore in funzione di giudice del lavoro definisce il giudizio instaurato a norma del comma successivo (1). Contro il decreto che decide sul ricorso è ammessa, entro 15 giorni dalla comunicazione del decreto alle parti opposizione davanti al pretore in funzione di giudice del lavoro che decide con sentenza immediatamente esecutiva. Si osservano le disposizioni degli articoli 413 e seguenti del codice di procedura civile (2). Il datore di lavoro che non ottempera al decreto, di cui al primo comma, o alla sentenza pronunciata nel giudizio di opposizione è punito ai sensi dell'articolo 650 del codice penale. L'autorità giudiziaria ordina la pubblicazione della sentenza penale di condanna nei modi stabiliti dall'articolo 36 del codice penale. Se il comportamento di cui al primo comma è posto in essere da una amministrazione statale o da un altro ente pubblico non economico, l'azione è proposta con ricorso davanti al pretore competente per territorio (3). Qualora il comportamento antisindacale sia lesivo anche di situazioni soggettive inerenti al rapporto di impiego, le organizzazioni sindacali di cui al primo comma, ove intendano ottenere anche la rimozione dei provvedimenti lesivi delle predette situazioni, propongono il ricorso davanti al tribunale amministrativo regionale competente per territorio, che provvede in via di urgenza con le modalità di cui al primo comma. Contro il decreto che decide sul ricorso è ammessa, entro quindici

giorni dalla comunicazione del decreto alle parti, opposizione davanti allo stesso tribunale, che decide con sentenza immediatamente esecutiva (3). (1) Comma così sostituito dall'art. 2, l. 8 novembre 1977, n. 847. (2) Comma così sostituito dall'art. 3, l. 8 novembre 1977, n. 847. (3) Comma aggiunto dall'art. 6, l. 12 giugno 1990, n. 146.

**5.) Loi 11 Août 1973 n°533 sur les conflits individuels du travail et le conflits en matière de prévoyance et assistance obligatoire.**

**LEGGE 11 agosto 1973 n. 533.**

*( pubblicata nella Gazzetta Ufficiale del 13 settembre 1973 n. 237 )*

**DISCIPLINA DELLE CONTROVERSIE INDIVIDUALI DI LAVORO E DELLE CONTROVERSIE IN MATERIA DI PREVIDENZA E DI ASSISTENZA OBBLIGATORIE.**

**Art.5.**

**Arbitrato irrituale**

Nelle controversie riguardanti i rapporti di cui all' articolo 409 del codice di procedura civile l'arbitrato irrituale é ammesso soltanto nei casi previsti dalla legge ovvero dai contratti e accordi collettivi. In questo ultimo caso, ciò deve avvenire senza pregiudizio della facoltà delle parti di adire l'autorità giudiziaria.

Il lodo arbitrale non é valido ove vi sia stata violazione di disposizioni inderogabili di legge ovvero di contratti o accordi collettivi.

Si osservano le disposizioni dell' articolo 2113,secondo e terzo comma, del codice civile ,modificato dall'articolo 6 della presente legge.

*(Il decreto legislativo 31 marzo 1998, n. 80 abroga il secondo e il terzo comma dell'articolo 5 .)*

**Art.6.**

**Rinunzie e transazioni**

L' articolo 2113 del codice civile é sostituito dal seguente:

Le rinunzie e le transazioni, che hanno per oggetto diritti del prestatore di lavoro derivanti da disposizioni inderogabili della legge e dei contratti o accordi collettivi concernenti i rapporti di cui all' articolo 409 del codice di procedura civile, non sono valide.

L'impugnazione deve essere proposta,a pena di decadenza,entro sei mesi dalla data di cessazione del rapporto o dalla data della rinunzia o della transazione, se queste sono intervenute dopo la cessazione medesima.

Le rinunzie e le transazioni di cui ai commi precedenti possono essere impugnate con qualsiasi atto scritto,anche stragiudiziale,del lavoratore idoneo a renderne nota la volontà.

Le disposizioni del presente articolo non si applicano alla conciliazione intervenuta ai sensi degli articoli 185,410 e 411 del codice di procedura civile.

#### **Art.10.**

Gratuità del giudizio

L' articolo unico della legge 2 aprile 1958,n.319 ,é sostituito dal seguente:

Gli atti, i documenti ed i provvedimenti relativi alle cause per controversie individuali di lavoro o concernenti rapporti di pubblico impiego, gli atti relativi ai provvedimenti di conciliazione dinanzi agli uffici del lavoro e della massima occupazione o previsti da contratti o accordi collettivi di lavoro nonché alle cause per controversie di previdenza e assistenza obbligatorie sono esenti, senza limite di valore o di competenza, dall'imposta di bollo, di registro e da ogni spesa, tassa o diritto di qualsiasi specie e natura.

Sono allo stesso modo esenti gli atti e i documenti relativi alla esecuzione sia immobiliare che mobiliare delle sentenze ed ordinanze emesse negli stessi giudizi, nonché quelli riferentisi a recupero dei crediti per prestazioni di lavoro nelle procedure di fallimento, di concordato preventivo e di liquidazione coatta amministrativa.

Sono abolite relativamente ai ricorsi amministrativi riferentisi ai rapporti di pubblico impiego le tasse di cui all' articolo 7 della legge 21 dicembre 1950,n.1018 .

Le spese relative ai giudizi sono anticipate dagli uffici giudiziari e poste a carico dell'erario.

Le disposizioni di cui al primo comma si applicano alle procedure di cui agli articoli 618-bis, 825 e 826 del codice di procedura civile.

#### **Art.11.**

Patrocinio a spese dello Stato

Per le controversie di cui agli articoli 409 e 442 del codice di procedura civile e per quelle concernenti il rapporto di lavoro dei dipendenti dello stato, delle regioni, delle province, dei comuni e degli altri enti pubblici non economici, sono ammesse al patrocinio a spese dello stato le parti non abbienti, le cui ragioni risultino non manifestamente infondate.

Ai fini del precedente comma sono considerati non abbienti coloro che possono contare su un reddito annuo non superiore a lire due milioni, al netto di imposte, tasse, contributi previdenziali ed assistenziali, premi di assicurazione sulla vita, quote di aggiunta di famiglia od assegni familiari.

Lo stato di non abbienza é desunto da una dichiarazione sottoscritta dalla parte istante con firma autenticata da un notaio, cancelliere o segretario comunale. Se l'istante é

analfabeta la dichiarazione é sostituita dal processo verbale redatto dai pubblici ufficiali predetti.

La dichiarazione deve contenere l'indicazione:

- 1) del reddito di lavoro;
- 2) delle risorse di qualunque natura, diverse da quelle di lavoro, di cui l'istante abbia direttamente o indirettamente la libera disponibilità o comunque il godimento;
- 3) dei beni immobili, anche se non produttivi di reddito, dei quali egli abbia la proprietà o altro diritto reale;
- 4) dei beni mobili registrati.

La dichiarazione mendace, tale da incidere sulla ammissione al patrocinio a spese dello stato, é punita ai sensi del codice penale ed importa in ogni caso la decadenza dal beneficio ed il recupero di quanto anticipato dallo stato.

Il pubblico ufficiale che autentica la sottoscrizione o redige il processo verbale, ai sensi del terzo comma, ammonisce il dichiarante sulle responsabilità penali e sulle conseguenze civili cui può andare incontro in caso di dichiarazione mendace.

In qualunque stato della causa o del procedimento l'intendenza di finanza, qualora ritenga inesistente lo stato di non abbenza o mutata la condizione economica della persona ammessa al beneficio, può su ricorso motivato, da notificarsi alla parte interessata, chiedere al giudice che emanò il provvedimento di ammissione al patrocinio a spese dello stato la revoca del provvedimento medesimo.

Ai fini di cui al comma precedente le cancellerie degli uffici giudiziari comunicano mensilmente all'intendenza di finanza un elenco nominativo delle persone ammesse, corredato dalle dichiarazioni sulla non abbenza.

#### **Art.12.**

Stato di non abbenza di persona coniugata o di minore

Quando la parte che chiede l'ammissione al patrocinio a spese dello stato é persona coniugata si considerano cumulativamente le condizioni di abbenza dei coniugi, sempre che non si tratti di coniugi legalmente separati o di lite tra coniugi.

Quando si tratti di lite nell'interesse di un minore, é richiesta anche la prova dello stato di non abbenza dei genitori, considerate cumulativamente le loro condizioni.

#### **Art.13.**

Ammissione al patrocinio a spese dello Stato

La domanda di ammissione al patrocinio a spese dello Stato, corredata dalle dichiarazioni di cui all' articolo 11, deve essere presentata, in carta semplice, contestualmente agli atti di cui agli articoli 414 e 416 del codice di procedura civile.

Il giudice dispone sulla ammissione con decreto motivato, da pronunciarsi non oltre l'udienza di cui all' articolo 420 del codice di procedura civile . Con il provvedimento di ammissione viene nominato il difensore, scelto tra gli avvocati e procuratori iscritti nell'albo del tribunale nel cui circondario ha sede il giudice competente per territorio, indicati dall'istante nella domanda, o, in mancanza di tale indicazione, dal locale consiglio dell'ordine.

Qualora la parte beneficiaria risulti vittoriosa totalmente o parzialmente, la ammissione vale per tutti i gradi di giurisdizione; qualora resti invece totalmente soccombente e proponga impugnazione, 'ammissione deve essere nuovamente disposta dal giudice competente per la impugnazione.

#### **Art.14.**

Effetti dell'ammissione al patrocinio a spese dello Stato

L'ammissione al patrocinio a spese dello Stato comporta la difesa gratuita per la causa in ordine alla quale ebbe luogo l'ammissione al patrocinio medesimo, salvo il diritto dello stato alla ripetizione degli onorari della parte contraria non ammessa al patrocinio a carico dello stato e condannata alle spese con sentenza passata in giudicato.

Sono anticipate da parte dello stato le spese effettivamente sostenute da difensori, consulenti tecnici o periti anche di parte, ausiliari del giudice, notai e pubblici funzionari che abbiano all'uopo prestato la propria opera, nonché le spese e indennità necessarie per l'audizione di testimoni; ed annotati a debito i diritti, le competenze, gli onorari anche per vacanze ad essi spettanti, con liquidazione da effettuarsi, in osservanza delle leggi e tariffe professionali, dal giudice con il provvedimento che decide la causa.

#### **Art.15.**

Vigenza delle disposizioni sul patrocinio a spese dello Stato

Le disposizioni degli articoli precedenti relative al patrocinio a spese dello Stato si applicano sino alla entrata in vigore delle norme di legge che assicureranno ai non abbienti, per le controversie avanti a ogni giurisdizione, il patrocinio a spese dello Stato.

**6.) Loi 29 Mai 1982 n°297 sur l'indemnité de fin rapport et la retraite.**

**Legge 29 maggio 1982, n. 297.**

**Disciplina del trattamento di fine rapporto e norme in materia pensionistica.**

**Art. 2. Fondo di garanzia.** - E' istituito presso l'Istituto nazionale della previdenza sociale il «Fondo di garanzia per il trattamento di fine rapporto» con lo scopo di sostituirsi al datore di lavoro in caso di insolvenza del medesimo nel pagamento del trattamento di fine rapporto, di cui all'articolo 2120 del codice civile, spettante ai lavoratori o loro aventi diritto. Trascorsi quindici giorni dal deposito dello stato passivo, reso esecutivo ai sensi dell'articolo 97 del regio decreto 16 marzo 1942, n. 267, ovvero dopo la pubblicazione della sentenza di cui all'articolo 99 dello stesso decreto, per il caso siano state proposte opposizioni o impugnazioni riguardanti il suo credito, ovvero dalla pubblicazione della sentenza di omologazione del concordato preventivo, il lavoratore o i suoi aventi diritto possono ottenere a domanda il pagamento, a carico del fondo, del trattamento di fine rapporto di lavoro e dei relativi crediti accessori, previa detrazione delle somme eventualmente corrisposte. Nell'ipotesi di dichiarazione tardiva di crediti di lavoro di cui all'articolo 101 del regio decreto 16 marzo 1942, n. 267, la domanda di cui al comma precedente può essere presentata dopo il decreto di ammissione al passivo o dopo la sentenza che decide il giudizio insorto per l'eventuale contestazione del curatore fallimentare. Ove l'impresa sia sottoposta a liquidazione coatta amministrativa la domanda può essere presentata trascorsi quindici giorni dal deposito dello stato passivo, di cui all'articolo 209 del regio decreto 16 marzo 1942, n. 267, ovvero, ove siano state proposte opposizioni o impugnazioni riguardanti il credito di lavoro, dalla sentenza che decide su di esse. Qualora il datore di lavoro, non soggetto alle disposizioni del regio decreto 16 marzo 1942, n. 267, non adempia, in caso di risoluzione del rapporto di lavoro, alla corresponsione del trattamento dovuto o vi adempia in misura parziale, il lavoratore o i suoi aventi diritto possono chiedere al fondo il pagamento del trattamento di fine rapporto, sempreché, a seguito dell'esperimento dell'esecuzione forzata per la realizzazione del credito relativo a detto trattamento, le garanzie patrimoniali siano risultate in tutto o in parte insufficienti. Il fondo, ove non sussista contestazione in materia, esegue il pagamento del trattamento insoluto. Quanto previsto nei commi precedenti si applica soltanto nei casi in cui la risoluzione del rapporto di lavoro e la procedura concorsuale od esecutiva siano intervenute successivamente all'entrata in vigore della presente legge. I pagamenti di cui al secondo, terzo, quarto e quinto comma del presente articolo sono eseguiti dal fondo entro 60 giorni dalla richiesta dell'interessato. Il fondo è surrogato di diritto al lavoratore o ai suoi aventi causa nel privilegio spettante sul patrimonio dei datori di lavoro ai sensi degli articoli 2751-bis e 2776 del codice civile per le somme da esso pagate. Il fondo, per le cui entrate ed uscite è tenuta una contabilità separata nella gestione dell'assicurazione obbligatoria contro la disoccupazione, è alimentato con un contributo a carico dei datori di lavoro pari allo 0,03 per cento della retribuzione di cui all'articolo 12 della legge 30 aprile 1969, n. 153, a decorrere dal periodo di paga in corso al 1° luglio 1982. Per tale contributo si osservano le stesse disposizioni vigenti per

l'accertamento e la riscossione dei contributi dovuti al Fondo pensioni dei lavoratori dipendenti. Le disponibilità del fondo di garanzia non possono in alcun modo essere utilizzate al di fuori della finalità istituzionale del fondo stesso. Al fine di assicurare il pareggio della gestione, l'aliquota contributiva può essere modificata, in diminuzione o in aumento, con decreto del Ministro del lavoro e della previdenza sociale, di concerto con il Ministro del tesoro, sentito il consiglio di amministrazione dell'INPS, sulla base delle risultanze del bilancio consuntivo del fondo medesimo. Il datore di lavoro deve integrare le denunce previste dall'articolo 4, primo comma, del decreto-legge 6 luglio 1978, n. 352, convertito, con modificazione, nella legge 4 agosto 1978, n. 467, con l'indicazione dei dati necessari all'applicazione delle norme contenute nel presente articolo nonché dei dati relativi all'accantonamento effettuato nell'anno precedente ed all'accantonamento complessivo risultante a credito del lavoratore. Si applicano altresì le disposizioni di cui ai commi secondo, terzo e quarto dell'articolo 4 del predetto decreto-legge. Le disposizioni del presente comma non si applicano al rapporto di lavoro domestico. Per i giornalisti e per i dirigenti di aziende industriali, il fondo di garanzia per il trattamento di fine rapporto è gestito, rispettivamente, dall'Istituto nazionale di previdenza dei giornalisti italiani «Giovanni Amendola» e dall'Istituto nazionale di previdenza per i dirigenti di aziende industriali.

**Art. 3. Norme in materia pensionistica.** - A decorrere dall'anno 1983 e con effetto dal 1° aprile, 1° luglio e 1° ottobre di ciascun anno, gli importi delle pensioni alle quali si applica la perequazione automatica di cui all'articolo 19 della legge 30 aprile 1969, n. 153, ed all'articolo 9 della legge 3 giugno 1975, n. 160, e successive modificazioni ed integrazioni, ivi comprese quelle erogate in favore dei soggetti il cui trattamento è regolato dall'articolo 7 della predetta legge 3 giugno 1975, n. 160, e dall'articolo 14-septies del decreto-legge 30 dicembre 1979, n. 663, convertito, con modificazioni, nella legge 29 febbraio 1980, n. 33, sono aumentati nella misura pari alla variazione percentuale, come definita nel comma seguente, dell'indice del costo della vita calcolato dall'ISTAT ai fini della scala mobile delle retribuzioni dei lavoratori dell'industria (6/a). Alle date di cui al comma precedente la variazione si determina confrontando il valore medio dell'indice relativo al periodo compreso tra l'ottavo ed il sesto mese con il valore medio dell'indice relativo al periodo compreso tra l'undicesimo ed il nono mese anteriori a quello da cui ha effetto l'aumento. Con la stessa decorrenza le pensioni alle quali si applicano le norme di cui all'articolo 10 della legge 3 giugno 1975, n. 160, vengono aumentate di una quota aggiuntiva pari al prodotto che si ottiene moltiplicando il valore unitario, fissato per ciascun punto in lire 1.910 mensili, per il numero dei punti di contingenza che sono accertati nel modo indicato nel comma seguente (6/a). Il numero dei punti è uguale a quello accertato per i lavoratori con riferimento ai periodi indicati nel secondo comma (6/c). Gli aumenti di cui ai precedenti commi primo e terzo sono esclusi dalla misura della pensione da assoggettare alla perequazione annuale avente decorrenza dal 1° gennaio dell'anno successivo. L'adeguamento periodico dei contributi calcolato con la perequazione automatica delle pensioni è effettuato con decorrenza dal 1° aprile, dal 1° luglio e dal 1° ottobre. A decorrere dal 1° gennaio 1983 ai titolari di pensione o assegno indicati nell'articolo 1 della legge 29 aprile 1976, n. 177, le variazioni nella misura mensile dell'indennità integrativa speciale di cui alla legge 27 maggio 1959, n. 324, e successive modificazioni, sono apportate trimestralmente sulla base dei punti di variazione del costo della vita registrati tra gli indici indicati nel secondo comma del presente articolo. Con decreto del Ministro del

tesoro sono adeguate dalla predetta data le aliquote contributive delle relative gestioni previdenziali. Per le pensioni liquidate con decorrenza successiva al 30 giugno 1982 la retribuzione annua pensionabile per l'assicurazione generale obbligatoria per l'invalidità, la vecchiaia ed i superstiti dei lavoratori dipendenti è costituita dalla quinta parte della somma delle retribuzioni percepite in costanza di rapporto di lavoro, o corrispondenti a periodi riconosciuti figurativamente, ovvero ad eventuale contribuzione volontaria, risultante dalle ultime 260 settimane di contribuzione antecedenti la decorrenza della pensione (8/a). A ciascuna settimana si attribuisce il valore retributivo corrispondente alla retribuzione media dell'anno solare cui la settimana stessa si riferisce, la retribuzione media di ciascun anno solare si determina suddividendo le retribuzioni percepite in costanza di rapporto di lavoro o corrispondenti a periodi riconosciuti figurativamente ovvero ad eventuale contribuzione volontaria per il numero delle settimane coperte da contribuzione obbligatoria, effettiva o figurativa, o volontaria. Per l'anno solare in cui cade la decorrenza della pensione sono prese in considerazione le retribuzioni corrispondenti ai periodi di paga scaduti anteriormente alla decorrenza stessa. La retribuzione media settimanale determinata per ciascun anno solare ai sensi del precedente nono comma è rivalutata in misura corrispondente alla variazione dell'indice annuo del costo della vita calcolato dall'ISTAT ai fini della scala mobile delle retribuzioni dei lavoratori dell'industria, tra l'anno solare cui la retribuzione si riferisce e quello precedente la decorrenza della pensione. La retribuzione media settimanale di ciascun anno solare o frazione di esso, rivalutata ai sensi del comma precedente, non è presa in considerazione per la parte eccedente la retribuzione massima settimanale pensionabile in vigore nell'anno solare da cui decorre la pensione. Con decorrenza dal 1° gennaio 1983, il limite massimo di retribuzione annua di cui all'articolo 19 della legge 23 aprile 1981, n. 155, ai fini della determinazione della pensione a carico del Fondo pensione dei lavoratori dipendenti, è adeguato annualmente con effetto dal 1° gennaio con la disciplina della perequazione automatica prevista per le pensioni a carico del fondo predetto d'importo superiore al trattamento minimo. Qualora il numero delle settimane di contribuzione utili per la determinazione della retribuzione annua pensionabile sia inferiore a 260, ferma restando la determinazione della retribuzione media settimanale nell'ambito di ciascun anno solare di cui ai commi ottavo, nono, decimo, undicesimo e dodicesimo del presente articolo, la retribuzione annua pensionabile è data dalla media aritmetica delle retribuzioni corrispondenti alle settimane di contribuzioni esistenti. Agli oneri derivanti al Fondo pensioni dei lavoratori dipendenti dall'applicazione del presente articolo si provvede elevando le aliquote contributive a carico dei datori di lavoro, per l'assicurazione generale obbligatoria per l'invalidità, la vecchiaia ed i superstiti dei lavoratori dipendenti, ivi compresi gli addetti ai servizi domestici e familiari ed i pescatori della piccola pesca, con decorrenza dal periodo di paga in corso alla data del 1° luglio 1982 nella misura dello 0,30 per cento della retribuzione imponibile e con decorrenza dal periodo di paga in corso alla data del 1° gennaio 1983 nella misura ulteriore dello 0,20 per cento della retribuzione imponibile. I datori di lavoro detraggono per ciascun lavoratore l'importo della contribuzione aggiuntiva di cui al comma precedente dall'ammontare della quota del trattamento di fine rapporto relativa al periodo di riferimento della contribuzione stessa. Qualora il trattamento di fine rapporto sia erogato mediante forme previdenziali, la contribuzione aggiuntiva è detratta dal contributo dovuto per il finanziamento del trattamento stesso, il cui importo spettante al lavoratore è corrispondentemente ridotto.

**Art. 4. Disposizioni finali.** - Le indennità di cui agli articoli 351, 352, 919 e 920 del codice della navigazione, approvato con regio decreto 30 marzo 1942, n. 327, sono sostituite dal trattamento di fine rapporto disciplinato dall'articolo 2120 del codice civile. Quando a norma del capo IV del titolo IV del codice della navigazione, approvato con regio decreto 30 marzo 1942, n. 327, il trattamento o altra indennità di fine rapporto sono commisurati alla retribuzione, questa si intende determinata e regolata dai contratti collettivi di lavoro. La disposizione di cui al sesto comma dell'articolo 2120 del codice civile non si applica alle aziende dichiarate in crisi ai sensi della legge 12 agosto 1977, n. 675, e successive modificazioni. Le norme di cui all'articolo 2120 del codice civile e ai commi secondo, terzo, quarto, quinto e sesto dell'articolo 5 della presente legge si applicano a tutti i rapporti di lavoro subordinato per i quali siano previste forme di indennità di anzianità, di fine lavoro, di buonuscita, comunque denominate e da qualsiasi fonte disciplinate. Restano salve le indennità corrisposte alla cessazione del rapporto aventi natura e funzione diverse da quelle delle indennità di cui al comma precedente. Resta altresì ferma la disciplina legislativa del trattamento di fine servizio dei dipendenti pubblici. Il fondo di cui all'articolo 3 del regio decreto-legge 8 gennaio 1942, n. 5, convertito, con modificazioni, nella legge 2 ottobre 1942, n. 1251, è soppresso. Le disponibilità del fondo di cui al precedente comma sono devolute ai datori di lavoro aventi diritto, proporzionalmente agli accantonamenti effettuati a norma di legge. Le modalità di liquidazione delle disponibilità anzidette sono stabilite con decreto del Ministro del lavoro e della previdenza sociale, di concerto con il Ministro del tesoro. Sono abrogati gli articoli 1 e 1-bis del decreto-legge 1° febbraio 1977, n. 12, convertito, con modificazioni, nella legge 31 marzo 1977, n. 91. Sono abrogate tutte le altre norme di legge o aventi forza di legge che disciplinano le forme di indennità di anzianità, di fine rapporto e di buonuscita, comunque denominate. Sono nulle e vengono sostituite di diritto dalle norme della presente legge tutte le clausole dei contratti collettivi regolanti la materia del trattamento di fine rapporto. Nei casi in cui norme di legge o aventi forza di legge o clausole di contratti collettivi facciano richiamo agli istituti indicati al precedente decimo comma o alle fonti regolatrici di essi, il richiamo deve intendersi riferito al trattamento di fine rapporto di cui all'articolo 1 della presente legge.

**Art. 5. Disposizioni transitorie.** - L'indennità di anzianità che sarebbe spettata ai singoli prestatori di lavoro in caso di cessazione del rapporto all'atto dell'entrata in vigore della presente legge è calcolata secondo la disciplina vigente sino a tale momento e si cumula a tutti gli effetti con il trattamento di cui all'articolo 2120 del codice civile. Si applicano le disposizioni del quarto e quinto comma dell'articolo 2120 del codice civile. A parziale deroga del secondo e terzo comma dell'articolo 2120 del codice civile, gli aumenti dell'indennità di contingenza e di emolumenti di analoga natura, maturati a partire dal 1° febbraio 1977 e fino al 31 maggio 1982, sono computati nella retribuzione annua utile nelle seguenti misure e scadenze: 25 punti a partire dal 1° gennaio 1983; ulteriori 25 punti a partire dal 1° luglio 1983; ulteriori 25 punti a partire dal 1° gennaio 1984; ulteriori 25 punti a partire dal 1° luglio 1984; ulteriori 25 punti a partire dal 1° gennaio 1985; ulteriori 25 punti a partire dal 1° luglio 1985; i residui punti a partire dal 1° gennaio 1986. In caso di risoluzione del rapporto di lavoro anteriormente all'anno 1986, gli aumenti dell'indennità di contingenza o di emolumenti di analoga natura maturati a partire dal 1° febbraio 1977 e fino al 31 maggio 1982 e non ancora computati a norma del comma precedente, sono corrisposti in aggiunta al trattamento di fine rapporto maturato. Fino al 31 dicembre 1989, e salvo disposizioni più favorevoli dei contratti collettivi, nei confronti dei lavoratori che

all'atto dell'entrata in vigore della presente legge fruiscono dell'indennità di anzianità in misura inferiore a quella prevista dalla legge 18 dicembre 1960, n. 1561, le misure espresse in ore o giorni indicate dai contratti collettivi per l'indennità di anzianità sono commisurate proporzionalmente all'importo della retribuzione di ciascun anno divisa per 13,5. Entro la data di cui al comma precedente tutte le categorie di lavoratori debbono fruire del trattamento previsto dall'articolo 1 della presente legge. Le disposizioni di cui ai precedenti quarto e quinto comma si applicano anche al personale navigante con le qualifiche di «sottufficiale» e di «comune». E' riaperto, fino al 31 maggio 1982, il termine stabilito nell'articolo 23 del decreto-legge 8 aprile 1974, n. 95, convertito, con modificazioni, nella legge 7 giugno 1974, n. 216, per il versamento degli accantonamenti e per l'adeguamento dei contratti di assicurazione e capitalizzazione di cui al decreto-legge 8 gennaio 1942, n. 5, convertito, con modificazioni, nella legge 2 ottobre 1942, n. 1251. Per l'anno 1982 l'incremento dell'indice dei prezzi al consumo per le famiglie di operai e di impiegati del mese di dicembre è quello risultante rispetto all'indice del mese di maggio. La presente legge entra in vigore il giorno successivo alla sua pubblicazione nella Gazzetta Ufficiale.

***7.) Décret Législatif 19 Février 1998 n°51 sur le Juge Unique du T.G.I. en premier degré.***

**DECRETO LEGISLATIVO 19 febbraio 1998 n. 51**

**NORME IN MATERIA DI ISTITUZIONE DEL GIUDICE UNICO DI PRIMO GRADO**

Il Presidente della Repubblica

Visti gli articoli 76 e 87 della Costituzione;

Visto l'articolo 1 della legge 16 luglio 1997, n. 254, recante delega al Governo per l'emanazione di uno o più decreti legislativi diretti ad istituire, in vista di una più razionale distribuzione delle competenze degli uffici giudiziari, il giudice unico di primo grado;

Viste le preliminari deliberazioni del Consiglio dei Ministri, adottate nelle riunioni del 14 novembre 1997 e del 19 dicembre 1997;

Acquisiti i pareri delle competenti Commissioni permanenti del Senato della Repubblica e della Camera dei deputati a norma dell'articolo 1, comma 3, della citata legge 16 luglio 1997, n. 254;

Vista la deliberazione del Consiglio dei Ministri, adottata nella riunione del 13 febbraio 1998;

Sulla proposta del Ministro di grazia e giustizia;

Emana il seguente decreto legislativo:

## **TITOLO I**

Disposizioni sull'ordinamento giudiziario

### **CAPO I**

Disposizioni relative agli organi che amministrano la Giustizia

#### **Art. 1**

1. L'ufficio del pretore è soppresso, fatta salva l'attività necessaria per l'esaurimento degli affari pendenti secondo quanto previsto dal presente decreto. Fuori dei casi in cui è diversamente disposto dal presente decreto, le relative competenze sono trasferite al tribunale ordinario.
2. Nel primo comma dell'articolo 1 del regio decreto 30 gennaio 1941, n. 12 è soppressa la lettera b).

#### **Art. 14**

1. L'articolo 48 del regio decreto 30 gennaio 1941, n. 12 è sostituito dal seguente:

"Art. 48. (Composizione dell'organo giudicante). - In materia civile e penale il tribunale giudica in composizione monocratica e, nei casi previsti dalla legge, in composizione collegiale.

Sull'applicazione delle misure di prevenzione personali e patrimoniali il tribunale giudica sempre in composizione collegiale.

Salve le disposizioni relative alla composizione delle sezioni specializzate, il tribunale, quando giudica in composizione collegiale, decide con il numero invariabile di tre componenti.".

#### **Art. 42**

1. L'ufficio del pretore è mantenuto per la definizione dei procedimenti pendenti alla data di efficacia del presente decreto che proseguono con l'applicazione delle norme anteriormente vigenti.

#### **Art. 43**

1. Il funzionamento dell'ufficio del pretore, per l'espletamento della attività di cui all'articolo 42, è assicurato mediante applicazione, anche a tempo parziale, di magistrati addetti al tribunale e mediante utilizzazione dei locali e delle attrezzature di quest'ultimo.

2. Il presidente del tribunale designa con decreto i magistrati applicati all'ufficio del pretore incaricati della trattazione dei singoli procedimenti, indicando i giorni in cui essi tengono udienza, in modo che sia assicurata, di norma, la definizione dei procedimenti da parte degli stessi magistrati ai quali erano in precedenza assegnati. Il decreto è trasmesso, previo parere del consiglio giudiziario, al Consiglio superiore della magistratura.
3. Per un tempo definito e non in via esclusiva è disposta l'applicazione del personale amministrativo in servizio presso il tribunale necessario al funzionamento dell'ufficio del pretore della sede circondariale.

## **SEZIONE VI**

Disposizioni particolari in materia di sezioni distaccate del Tribunale

### **Art. 44**

1. Il personale delle cancellerie giudiziarie e degli uffici notificazioni, esecuzioni e protesti in servizio presso una sezione distaccata di pretura è assegnato alla sezione distaccata di tribunale istituita nello stesso comune.
2. Se nello stesso comune non è istituita una sezione distaccata di tribunale, il personale di cui al comma 1 è trasferito nella sede principale o in una sezione distaccata di tribunale del circondario, ovvero, in assenza di posti disponibili presso di esse, in altra sede compresa nel distretto. Per il personale degli uffici notificazioni, esecuzioni e protesti il riferimento alla sede principale del tribunale si intende alla corte di appello nel caso di ufficio unico costituito presso quest'ultima.
3. I provvedimenti, se non implicano il trasferimento ad una diversa sede di servizio, sono adottati dal presidente della corte di appello.

### **Art. 45 ( nota )**

1. In deroga all'articolo 2, primo comma, della legge 24 aprile 1941, n. 392, il Ministro di grazia e giustizia può disporre che vengano utilizzati a servizio del tribunale o di una o più sezioni distaccate, per un periodo non superiore a cinque anni dalla data di efficacia del presente decreto, gli immobili di proprietà dello Stato, ovvero di proprietà comunale interessati da interventi edilizi finanziati ai sensi dell'articolo 19 della legge 30 marzo 1981, n. 119, adibiti a servizio delle sopresse sezioni distaccate della pretura circondariale e ubicati in comuni del circondario non compresi nella tabella B allegata al presente decreto.
2. Il provvedimento è adottato sentiti il presidente del tribunale, il consiglio giudiziario, il consiglio dell'ordine degli avvocati e le amministrazioni locali interessate.

3. Per il personale che presta servizio presso alcuno degli immobili indicati nel comma 1, si considera sede di servizio il comune nel quale l'immobile stesso è ubicato.
4. Le spese di gestione e manutenzione degli immobili sono a carico del comune ove i medesimi si trovano in base alle disposizioni della legge 24 aprile 1941, n. 392.

**Art. 46** *(Abrogato dal D.Lgs. 4 maggio 1999, n. 138 )*

**Art. 47**

1. I procedimenti pendenti alla data di efficacia del presente decreto presso le sezioni distaccate delle preture circondariali che devono essere definiti dal tribunale, sono trattati nella sezione distaccata di tribunale la cui circoscrizione comprende l'intero territorio della soppressa sezione distaccata di pretura, o, in mancanza, nella sede principale.
2. I procedimenti pendenti davanti ai tribunali alla data di efficacia del presente decreto sono trattati nella sede principale

**Art. 48**

1. Nelle sezioni distaccate di tribunale la cui circoscrizione comprende l'intero territorio di una o più sopresse sezioni distaccate di pretura, è mantenuto l'ufficio del pretore per la definizione dei procedimenti pendenti alla data di efficacia del presente decreto ai quali continuano ad applicarsi le norme anteriormente vigenti.
2. Il funzionamento dell'ufficio del pretore presso le sezioni distaccate del tribunale è assicurato mediante applicazione, anche a tempo parziale, dei magistrati addetti alla sezione distaccata del tribunale e con l'utilizzazione dei locali, del personale e delle attrezzature di quest'ultima.
3. Il presidente del tribunale designa con decreto i magistrati applicati all'ufficio del pretore incaricati della trattazione dei singoli procedimenti, indicando i giorni in cui essi tengono udienza, in modo che sia assicurata, di norma, la definizione dei procedimenti da parte degli stessi magistrati ai quali erano in precedenza assegnati. Il decreto è trasmesso, previo parere del consiglio giudiziario, al Consiglio superiore della magistratura.
4. Se la circoscrizione di una soppressa sezione distaccata della pretura circondariale non è interamente compresa nella circoscrizione di una sezione distaccata del tribunale, i procedimenti di cui al comma 1 sono definiti dall'ufficio del pretore della sede circondariale.

**TITOLO II**

Disposizioni sul processo civile

## CAPO I

Disposizioni generali

### Art. 49 ( nota )

1. L'articolo 8 del codice di procedura civile è abrogato.

### Art. 50

1. L'articolo 9 del codice di procedura civile è sostituito dal seguente:

"Art. 9. (Competenza del tribunale). - Il tribunale è competente per tutte le cause che non sono di competenza di altro giudice.

Il tribunale è altresì esclusivamente competente per le cause in materia di imposte e tasse, per quelle relative allo stato e alla capacità delle persone e ai diritti onorifici, per la querela di falso, per l'esecuzione forzata e, in generale, per ogni causa di valore indeterminabile."

### Art. 51 ( nota )

1. L'articolo 16 del codice di procedura civile è abrogato.

### Art. 52 ( nota )

1. Il primo periodo dell'articolo 21 del codice di procedura civile è sostituito dal seguente:

"Per le cause relative a diritti reali su beni immobili, per le cause in materia di locazione e comodato di immobili e di affitto di aziende, nonché per le cause relative ad opposizione di termini ed osservanza delle distanze stabilite dalla legge, dai regolamenti o dagli usi riguardo al piantamento degli alberi e delle siepi, è competente il giudice del luogo dove è posto l'immobile o l'azienda."

### Art. 53 ( nota )

1. Il secondo comma dell'articolo 31 del codice di procedura civile è abrogato.

### Art. 54

1. L'articolo 32 del codice di procedura civile è sostituito dal seguente:

"Art. 32. (Cause di garanzia). - La domanda di garanzia può essere proposta al giudice competente per la causa principale affinché sia decisa nello stesso processo. Qualora essa ecceda la competenza per valore del giudice adito, questi rimette entrambe le cause al giudice superiore assegnando alle parti un termine perentorio per la riassunzione."

### Art. 55 ( nota )

1. Nel sesto e nel settimo comma dell'articolo 40 del codice di procedura civile sono soppresse, dove ricorrono, le parole "del pretore o" e "al pretore o".

#### **Art. 56**

1. Dopo la sezione VI del capo I del titolo I del libro I del codice di procedura civile è inserita la seguente:

"Sezione VI-bis  
Della composizione del tribunale

"Art. 50-bis. (Cause nelle quali il tribunale giudica in composizione collegiale). - Il tribunale giudica in composizione collegiale:

2. nelle cause nelle quali è obbligatorio l'intervento del pubblico ministero, salvo che sia altrimenti disposto;
3. nelle cause di opposizione, impugnazione, revocazione e in quelle conseguenti a dichiarazioni tardive di crediti di cui al regio decreto 16 marzo 1942, n. 267, al decreto-legge 30 gennaio 1979, n. 26, convertito con modificazioni dalla legge 3 aprile 1979, n. 95, e alle altre leggi speciali disciplinanti la liquidazione coatta amministrativa;
4. nelle cause devolute alle sezioni specializzate;
5. nelle cause di omologazione del concordato fallimentare e del concordato preventivo;
6. nelle cause di impugnazione delle deliberazioni dell'assemblea e del consiglio di amministrazione, nonché nelle cause di responsabilità da chiunque promosse contro gli organi amministrativi e di controllo, i direttori generali e i liquidatori delle società, delle mutue assicuratrici e società cooperative, delle associazioni in partecipazione e dei consorzi;
7. nelle cause di impugnazione dei testamenti e di riduzione per lesione di legittima;
8. nelle cause di cui alla legge 13 aprile 1988, n. 117.  
Il tribunale giudica altresì in composizione collegiale nei procedimenti in camera di consiglio disciplinati dagli articoli 737 e seguenti, salvo che sia altrimenti disposto.

Art. 50-ter. (Cause nelle quali il tribunale giudica in composizione monocratica). - Fuori dei casi previsti dall'articolo 50-bis, il tribunale giudica in composizione monocratica.

Art. 50-quater. (Inosservanza delle disposizioni sulla composizione collegiale o monocratica del tribunale). - Le disposizioni di cui agli articoli 50-bis e 50-ter non si considerano attinenti alla costituzione del giudice. Alla nullità derivante dalla loro inosservanza si applica l'articolo 161, primo comma."

**Art. 130**

1. Nel capo V del titolo III delle disposizioni per l'attuazione del codice di procedura civile, prima dell'articolo 145 è inserito il seguente:

"Art. 144-ter. (Controversie individuali di lavoro). - Tra le controversie previste dall'articolo 409 del codice non si considerano in ogni caso comprese quelle di cui all'articolo 50-bis, primo comma, n. 5), seconda parte, del codice."

**Art. 132 ( nota )**

1. Fuori dei casi previsti dall'articolo 133, i procedimenti pendenti davanti al pretore alla data di efficacia del presente decreto sono definiti dal tribunale *sulla base delle disposizioni introdotte dal decreto medesimo, salvo quanto previsto dall'articolo 134-bis.*
2. Nei procedimenti di cui al comma 1, l'udienza fissata davanti al pretore per una data successiva a quella di efficacia del presente decreto si intende fissata davanti al tribunale per i medesimi incumbenti.
3. I procedimenti sono trattati dagli stessi magistrati ai quali erano in precedenza assegnati, salva l'applicazione dell'articolo 174, secondo comma, del codice di procedura civile.

**Art. 133**

1. Le cause pendenti davanti al pretore alla data di efficacia del presente decreto sono definite dal pretore sulla base delle disposizioni anteriormente vigenti se alla predetta data sono già state precisate le conclusioni o la causa è stata comunque ritenuta in decisione.
2. Nel caso di rimessione in istruttoria, la causa è definita dal tribunale sulla base delle disposizioni introdotte dal presente decreto. Si applicano le disposizioni dell'articolo 132, commi 2 e 3.
3. L'appello contro le sentenze del pretore nelle cause indicate nel comma 1 si propone alla corte di appello.

**Art. 134**

1. *Salvo quanto previsto dall'articolo 134-bis, l'appello contro le sentenze del pretore emesse anteriormente alla data di efficacia del presente decreto e non ancora impugnate a tale data da alcuna delle parti si propone alla corte di appello.*
2. La causa è definita sulla base delle disposizioni anteriormente vigenti.

**Art. 134-bis**

1. *Fino al 31 dicembre 1999, nelle controversie relative a rapporti di lavoro e in quelle di cui all'articolo 442 del codice di procedura civile introdotte antecedentemente alla data di efficacia del presente decreto, l'appello si propone al tribunale, che giudica in composizione collegiale.*
2. *Quando è stato proposto appello al tribunale da una delle parti a norma della disposizione del comma 1, gli appelli avverso la stessa sentenza devono essere proposti dalle altre parti al tribunale anche se successivi al 31 dicembre 1999. Nel caso in cui l'appello successivo sia stato proposto alla corte di appello, la corte rimette con ordinanza le parti davanti al tribunale, fissando il termine per la riassunzione.*

#### **Art. 135**

1. I procedimenti pendenti davanti al tribunale alla data di efficacia del presente decreto legislativo sono definiti:
  - a. dal tribunale sulla base delle disposizioni anteriormente vigenti, se si tratta di giudizi di appello ovvero se, alla predetta data, sono già state precisate le conclusioni o la causa è stata comunque ritenuta in decisione;
  - b. dal tribunale sulla base delle disposizioni introdotte dal presente decreto, in ogni altro caso; la composizione del tribunale resta tuttavia regolata dalle disposizioni anteriormente vigenti.

#### **Art. 136**

1. In tutti i casi previsti dal presente capo restano comunque ferme le preclusioni e le decadenze già verificatesi e la validità degli atti compiuti.

#### **Art. 244 ( nota )**

1. Salvo che sia diversamente previsto dal presente decreto e fuori dei casi di abrogazione per incompatibilità, quando leggi o decreti fanno riferimento ad uffici o organi giudiziari da esso soppressi il riferimento si intende agli uffici o agli organi cui sono state trasferite le relative funzioni.
2. Le funzioni del pretore non attribuite espressamente ad altra autorità sono attribuite al tribunale in composizione monocratica, anche se relative a procedimenti disciplinati dagli articoli 737 e seguenti del codice di procedura civile o nei quali è previsto l'intervento obbligatorio del pubblico ministero.
3. Quando la competenza del pretore è prevista in via alternativa a quella del presidente del tribunale, la competenza si intende attribuita in via esclusiva a quest'ultimo.

#### **Art. 247 ( nota )**

1. Il presente decreto legislativo entra in vigore il giorno successivo alla sua pubblicazione nella Gazzetta Ufficiale della Repubblica italiana e *diventa efficace a decorrere dal 2 giugno 1999*, fatta eccezione per le disposizioni previste dagli articoli 17, 33, comma 1, 38, comma 1 e 40, commi 1 e 3.
2. Le disposizioni previste dall'articolo 48-ter del regio decreto 30 gennaio 1941, n. 12, introdotto dall'articolo 15 del presente decreto, divengono efficaci alla scadenza del termine stabilito dall'articolo 1, comma 4, della legge 16 luglio 1997, n. 254.
3. *-bis. Le disposizioni previste dai seguenti articoli divengono efficaci il 2 gennaio 2000:*
  - a. *articoli 33-bis e 33-ter del codice di procedura penale, introdotti dall'articolo 169 del presente decreto;*
  - b. *articolo 34 comma 2-bis del codice di procedura penale, inserito dall'articolo 171 del presente decreto;*
  - c. *articoli 42-quater, comma 2, e 43-bis, comma 3, lettera b), del regio decreto 30 gennaio 1941, n. 12, introdotti rispettivamente dagli articoli 8 e 10 del presente decreto;*
  - d. *articolo 71, comma 2, secondo periodo, del regio decreto 30 gennaio 1941, n. 12, come sostituito dall'articolo 21 del presente decreto, limitatamente alla parte in cui estende ai vice procuratori onorari le incompatibilità previste per i giudici onorari di tribunale dall'articolo 42-quater, comma 2, del regio decreto 30 gennaio 1941, n. 12;*
  - e. *articolo 72, comma 3, del regio decreto 30 gennaio 1941, n. 12, come sostituito dall'articolo 23 del presente decreto;*
  - f. *articoli 220, 221 e 222, comma 2, del presente decreto.*

**8.) Décret Législatif 31 Mars 1998 n°80 sur les nouvelles dispositions relatives à l'organisation et les rapports de travail dans les administrations publiques, relatives à la Juridiction dans les conflits de travail et à la Juridiction administrative.**

DECRETO LEGISLATIVO 31 marzo 1998, n. 80.

Art. 33.

1. Sono devolute alla giurisdizione esclusiva del giudice amministrativo tutte le controversie in materia di pubblici servizi, ivi compresi quelli afferenti al credito, alla vigilanza sulle assicurazioni, al mercato mobiliare, al servizio farmaceutico, ai trasporti, alle telecomunicazioni e ai servizi di cui alla legge 14 novembre 1995, n. 481.

2. Tali controversie sono, in particolare, quelle:

a) concernenti la istituzione, modificazione o estinzione di soggetti gestori di pubblici servizi, ivi comprese le aziende speciali, le istituzioni o le società di capitali anche di trasformazione urbana;

b) tra le amministrazioni pubbliche e i gestori comunque denominati di pubblici servizi;

c) tra le amministrazioni pubbliche e i soci di società miste e quelle riguardanti la scelta dei soci;

d) in materia di vigilanza e di controllo nei confronti di gestori dei pubblici servizi;

e) aventi ad oggetto le procedure di affidamento di appalti pubblici di lavori, servizi e forniture, svolte da soggetti comunque tenuti alla applicazione delle norme comunitarie o della normativa nazionale o regionale;

f) riguardanti le attività e le prestazioni di ogni genere, anche di natura patrimoniale, rese nell'espletamento di pubblici servizi, ivi comprese quelle rese nell'ambito del Servizio sanitario nazionale

e della pubblica istruzione, con esclusione dei rapporti individuali di utenza con soggetti privati, delle controversie meramente risarcitorie che riguardano il danno alla persona e delle controversie in materia di invalidità.

3. All'articolo 5, primo comma, della legge 6 dicembre 1971, n. 1034, sono soppresse le parole: "o di servizi".

Art. 34.

1. Sono devolute alla giurisdizione esclusiva del giudice amministrativo le controversie aventi per oggetto gli atti, i provvedimenti e i comportamenti delle amministrazioni pubbliche in materia urbanistica ed edilizia.

2. Agli effetti del presente decreto, la materia urbanistica concerne tutti gli aspetti dell'uso del territorio.

3. Nulla è innovato in ordine:

a) alla giurisdizione del tribunale superiore delle acque;

b) alla giurisdizione del giudice ordinario per le controversie riguardanti la determinazione e la corresponsione delle indennita' in conseguenza dell'adozione di atti di natura espropriativa o ablativa.

Art. 45. 1-16. (*Omissis*)

17. Sono attribuite al giudice ordinario, in funzione di giudice del lavoro, le controversie di cui all'articolo 68 del decreto legislativo 3 febbraio 1993, n. 29, come modificato dal presente decreto, relative a questioni attinenti al periodo del rapporto di lavoro successivo al 30 giugno 1998. Le controversie relative a questioni attinenti al periodo del rapporto di lavoro anteriore a tale data restano attribuite alla giurisdizione esclusiva del giudice amministrativo e debbono essere proposte, a pena di decadenza, entro il 15 settembre 2000.

18. Le controversie di cui agli articoli 33 e 34 del presente decreto sono devolute al giudice amministrativo a partire dal 1 luglio 1998. Resta ferma la giurisdizione prevista dalle norme attualmente in vigore per i giudizi pendenti alla data del 30 giugno 1998.

19-25. (*Omissis*)